

Pour un avenir à gauche, redonnons l'espoir !

www.redonnonslespoir.org

Texte d'orientation pour le Mouvement des Jeunes Socialistes présenté par :

Bangi Pierre (AF 81), Baudry Julien (SBN 75), Boulesteix Arnaud (AF 87), Cadieu Sébastien (AF 93), Carré Jérôme (89), Chapuis Baptiste (BN 45), Cour Joachim (CF 34), Debourges Raphaëlle (AF 45), Delhomme Bérengère (AF 36), Demonet Thibault (BN 54), Géraudie Ludovic (CCR Limousin), Jouvét Pierre (AF 26), Dia Awa (resp.groupe 38), Hermann Jean-Baptiste (AF 21), Layachi Mehdi (59), Leoni Cindy (BN 75), Loubiat Marie (AF 24), Marchello David (BN 05), Melscoët Gwennan (AF 56), Monteil Frédéric (AF 19), Pagnier Nicolas (AF 04), Pailhes Wilfried (CNA 26), Picard Arnaud (AF 79), Pruvost Cédric (resp.groupe 59), Puig Rémi (CF 75), Rousseau Arnaud (AF 53), Ruet Fabien (suppléant CNA 24), Saccucci Yann (42), Saladin Flora (SBN 75), Sanchez Arnaud (resp.groupe 44), Sardin Frédéric (16), Vassaux Boris (CNA 75), Vuillaume Sandrine (25)...

AVANT-PROPOS :

Depuis trois ans, la droite mène une guerre sans merci à l'encontre de la jeunesse. Cette motion est née de notre volonté de marquer notre refus de la résignation, des coups et de la défaite. Notre génération n'a pas le temps d'attendre. Nous pensons qu'il y a urgence à travailler ensemble à la victoire des socialistes et de la gauche en 2007 au-delà des divisions qui traversent aujourd'hui la famille socialiste. Parce que nous croyons que l'intérêt général doit toujours primer sur les intérêts particuliers, nous souhaitons, ensemble, battre la droite, sur une orientation commune de gauche, clairement anti-libérale. Car la jeunesse a besoin de nous.

AVANT- PROPOS

INTRODUCTION

I. **Changer le monde**

Une pédagogie du monde

A. Comprendre le monde tel qu'il est

1. La Loi du plus fort
2. Redonner du pouvoir à l'action publique

B. Un monde plus juste

1. Une révolution démocratique
2. Les inégalités Nord-Sud
3. L'immigration

C. Notre besoin d'Europe

1. Dépasser le Oui et le Non
2. Prendre nos responsabilités de militants politiques
3. Nos priorités européennes
4. Les moyens à mobiliser

II. **Une éthique et des principes socialistes au cœur de notre action**

Une pédagogie de la méthode

A. Développement durable

1. Le constat de l'urgence écologique
2. Le développement durable au cœur du socialisme du XXI^e siècle
3. La condition de la durée
4. Penser global, agir global

B. Démocratie participative

1. La crise de la démocratie représentative
2. Outils de la démocratie participative
 - a. Les forums participatifs
 - b. Le budget participatif
3. Évaluation des politiques publiques

III. Un projet ambitieux pour la jeunesse

Une pédagogie du projet

A. La société de l'éducation

1. Repenser le système éducatif
 - a. Le cycle « primaire »
 - b. Le cycle « secondaire »
 - c. Le cycle universitaire
2. L'éducation au service de chaque citoyen
 - a. Le droit à l'école pour tous
 - b. L'allocation- autonomie jeune
3. La formation tout au long de la vie
4. Renouer avec l'éducation populaire
5. L'éducation par le sport et la culture

B. Emploi et politiques industrielles

1. Sortir du chômage de masse
2. Repenser notre rapport au travail
3. Les défis de la société industrielle

C. Pour un nouveau pacte social

1. Un logement décent pour tous sans discrimination
2. Faire de l'accès aux soins et de la prévention une priorité du MJS
3. Pour un développement rural et solidaire
 - a. Favoriser l'installation durable des jeunes agriculteurs
 - b. Vers l'Allocation Autonomie Jeunes Agriculteurs
4. Pour un socialisme de transformation

D. Le Pacte républicain

1. Culture
 - a. La culture au service du vivre ensemble
 - b. Le P2P, vers une révolution culturelle
2. Le vivre ensemble contre le communautarisme et les discriminations
 - a. Nos valeurs : la lutte contre le sexisme, le racisme et l'homophobie
 - b. Une jeunesse citoyenne

Pour nous, c'est 2007

CONCLUSION

INTRODUCTION

Nous devons collectivement tirer les leçons de la période récente. En 2004, personne au MJS n'avait senti le vent de colère qui allait porter la gauche, et singulièrement les socialistes, vers trois succès électoraux sans précédent. Les analyses, notamment celles du Conseil National précédant ces belles victoires, étaient alarmistes voire craintives. Pourtant, il faut l'avouer, et malgré le raz-de-marée des régionales, nous sommes aussi collectivement passés à côté de la vague électorale qu'ont constitué pour les socialistes français le succès aux élections européennes.

En 2005, l'erreur est différente : le MJS est semble-t-il majoritairement défavorable au traité européen. Pour autant, au nom de l'autonomie, le groupe politique qui le dirige a tergiversé. A-t-il eu raison, a-t-il eu tort, ce n'est même pas la question. Le constat est que ce groupe politique se gargarise d'avoir eu la bonne analyse tout en ayant loupé la mobilisation. C'est tout de même un comble !

Alors aujourd'hui le MJS doit être à la pointe des mobilisations qui traversent notre jeunesse. Pour cela, il doit être une véritable organisation de jeunesse de masse capable d'entraîner toute la société derrière elle.

C'est pourquoi il nous faut aborder différemment la suite des événements. Car posons naïvement la seule question qui vaille : à quoi peut donc servir le MJS ?

Or, à l'analyse, notre réponse s'articule autour de ce que peut faire et dire le MJS à la jeunesse. Pour nous, le MJS doit avant tout faire œuvre de pédagogie. Cette pédagogie prend trois dimensions : partir des faits, dire ce qu'est pour nous le monde, dire comment nous voulons le changer et, au vu des enjeux, dire ce qu'il est possible de faire, ensemble, dès 2007.

Le MJS doit porter sans relâche sa vision de ce qu'est la vie publique, car la plupart des jeunes n'ont qu'une vision singée du débat politique. Nous devons éclairer la jeunesse sur les grands enjeux démocratiques des temps qui viennent. Notre première mission est de partager le plus largement possible notre grille de lecture pour expliquer ce que nous semble être le monde et la façon dont nous voulons le changer.

Retrouver ce sens civique, renouer le lien entre les citoyens et leurs responsables, tel est notre devoir. Nous le ferons sans nier nos convictions, sans renoncer à notre engagement. C'est pourquoi nous devons aussi expliquer ce que nous sommes, quels idéaux nous portons, et de quels moyens d'actions nous nous dotons.

Si nous attachons autant d'importance à ce Congrès, c'est qu'il ouvre une période cruciale pour la famille socialiste : pendant deux ans, il nous faudra convaincre les Français que nous incarnons bien l'alternative face à la droite afin que notre camp sorte victorieux des élections présidentielles et législatives. Alors, il nous semble essentiel que le MJS se lance dès à présent dans cette bataille.

Partie I

Changer le monde

Une pédagogie du monde

Faire de la politique, c'est confronter des idées à un contexte particulier en étant guidés par nos convictions. C'est pourquoi nous proposons de dresser un tableau de ce que nous pensons être le monde aujourd'hui, en soulignant les réalités de sa complexité.

A. Comprendre le monde tel qu'il est

Nous croyons que nous sommes utiles quand nous faisons connaître et partager notre analyse de ce qu'est aujourd'hui et ce que sera demain le monde. Bien sûr, il s'agit de notre vision, une vision militante et engagée, mais elle est essentielle. Aux autres organisations politiques de tenter d'éclairer différemment les jeunes. Nous sommes des militants, et nous combattons pour notre idéal.

I. La Loi du plus fort

Les catastrophes provoquées par le passage de l'ouragan Katrina aux États-Unis doivent légitimement nous inquiéter sur les conséquences de la destruction à petit feu de la planète. L'indignation citoyenne a d'ailleurs été au rendez-vous, car un système qui met désormais en danger l'existence même de la planète est un des éléments importants de la prise de conscience anti-libérale qui s'exprime aujourd'hui.

Notre devoir est de donner à comprendre le monde. Il est essentiel de porter notre regard sur la question de la détention du pouvoir. Or, à l'analyse, il est de plus en plus évident que les États ont de moins en moins de pouvoirs. Alors, qui le leur prend ? Les institutions internationales ? Hélas, pas vraiment. Les multinationales ? Certes, mais pas uniquement.

De toute évidence, les États sont plus faibles que jamais. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Fond Monétaire International (FMI) prétendent régir le cours du monde. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) n'est plus le lieu de régulation des intérêts du monde : il faut aujourd'hui aller au G8 pour rencontrer les privilégiés du monde. Mais les institutions internationales n'ont pas supplanté les États, car ceux-ci cèdent très lentement leurs prérogatives. Surtout, les organisations internationales sont des nains politiques. Celles-ci possèdent peu de moyens d'organisation, encore moins d'intervention ou de sanction ; l'émergence d'un véritable droit international démocratique et régulé par lui-même n'étant pas encore la pierre angulaire de l'organisation de la société internationale.

Oui, les entreprises multinationales disposent d'un pouvoir énorme dans notre société ; oui, le capitalisme transnational est une donnée de notre monde qui tend à réduire le poids des États, malgré cela **nous pensons que la construction d'un autre monde est possible.**

Les socialistes n'ont jamais cessé de lutter contre les inégalités tout au long de leur histoire et quelle que soit la nature de ces dernières. Ensuite, les multinationales utilisent mal leurs pouvoirs. Pour une large part, elles se contentent de lobbyings certes de mieux en mieux structurés auprès de leurs États d'origine, mais ceux-ci se sentent obligés de ne plus rien faire, y compris dans les organisations internationales, au nom d'un nouveau concept : la concurrence mondiale entre les États. Car le comble de la réussite du libéralisme, c'est que les États ont remplacé la guerre par la concurrence économique.

Cette nouvelle donne économique n'est pas désincarnée et s'est aussi accompagnée de la domination croissante de la superpuissance américaine. La guerre contre le terrorisme sert de prétexte le recours à l'unilatéralisme, l'instauration d'un état d'exception et de guerre permanent qui participe plus à l'instabilité mondiale qu'à la mise en place d'un système international moteur d'un développement économique équitable et partagé.

Depuis quinze ans, le nombre de conflits militaires tourne toujours autour de la vingtaine, pour un total de 180 conflits. Sur ce total, il n'y en a que cinq entre deux armées régulières, dont les deux derniers à l'initiative de la puissance américaine qui, elle, ne sait mener des guerres que contre des armées régulières. Il faut donc considérer que le pouvoir de certains groupes organisés, de clans mafieux ou terroristes, vient se confronter avec celui des États, à l'image de la Colombie où l'État central ne contrôle plus qu'un tiers du territoire national, face aux FARC et aux cartels de la drogue. Ces groupes organisés sont ethniques, religieux, voire tout simplement rassemblés autour d'un projet politique de nature identitaire et pour l'essentiel séparatiste.

Donc le paradoxe actuel est celui-ci : face à la globalisation, chacun se replie sur ses intérêts particuliers. Les structures de solidarité deviennent plus petites et les conflits locaux se multiplient : guerres de religions, épuration ethnique (le drame du Darfour continue d'ailleurs sans que personne ne s'en émeuve...), terrorisme et guérillas... Si l'on n'y prend pas garde, en plus des fascismes que nous croisons, hélas trop souvent, nous aurons des « ligues du nord » un peu partout : les régions riches ne souhaiteront pas partager leur prospérité avec les régions voisines plus pauvres. A nous donc d'agir pour combattre ce nouveau fléau.

2. Redonner du pouvoir à l'action publique

Les États- nations traversent une double crise : une crise de légitimité politique et une crise de confiance. La crise de légitimité est essentiellement liée au décalage entre le cadre d'action d'un État et le cadre de résolution des problèmes rencontrés par les habitants. Cela nous amène à une grave crise de confiance des citoyens.

Pour autant, notre histoire nous a prouvé qu'il était possible de maintenir dans l'État et la Nation une action publique efficace. C'est l'originalité de la France d'avoir bâti son destin sur un contrat social défini dans un cadre, la nation, qui regroupe à la fois une réalité géographique et une réalité politique. Nous pensons que ce modèle doit redevenir universel.

Nous, socialistes, avons œuvré tout à la fois pour construire un espace supérieur, l'Europe, mais aussi pour répartir l'action publique avec les acteurs locaux. Nous avons fait cela « sans défaire la France » disait en son temps Lionel Jospin. C'est cette réussite que nous devons poursuivre. Car la décentralisation n'est pas achevée, et l'Europe politique n'a pas encore émergé.

Néanmoins, cette double construction ne doit pas conduire à un démantèlement de l'État. Or, que nous le voulions ou non, la tentation est forte. Ainsi, dès le premier janvier 2006, la plus grande réforme de l'État des vingt-cinq dernières années va voir le jour, avec la mise en œuvre de la LOLF (loi d'orientation relative aux lois de finance) à l'initiative de certains socialistes.

Il faut l'avouer, cette transformation de la fonction publique d'État et des administrations de l'État visent peu ou prou à réduire le périmètre de l'État. En 1999, un député socialiste avait produit un rapport parlementaire intitulé « dépenser moins, dépenser mieux ». L'objectif était clair. Il partait d'une bonne idée, celle de permettre aux parlementaires de réellement contrôler l'action du pouvoir de l'exécutif par le vote du budget. Deux ans plus tard, le ministre des finances du gouvernement Jospin reprenait à son compte le projet pour modifier l'ordonnance de 1959 relative aux lois de finances, et réformer ainsi la constitution financière de la France.

Il faut donc que chaque jeune socialiste ait bien conscience que ce texte, que les socialistes ont voté, introduit à un degré important la notion de « performance », de « résultats » à tous les niveaux de l'État, comprendre : les activités non rentables assurées par le service public seront sacrifiées. L'État n'assurera plus une mission de service public, il remplira des objectifs de performance publique. La nuance est de taille. Prenons pour illustrer un exemple concret : la police judiciaire. Pour obtenir des bons résultats, il est essentiel d'avoir un bon taux d'élucidation des enquêtes, à faible coût. De ce fait, les enquêtes trop coûteuses ne seront plus menées, et les délits dont on sait qu'il y a peu de chances d'en déterminer les auteurs ne seront plus poursuivis. Il en va déjà ainsi des vols de téléphones portables. Or, il faut en convenir, cela s'appelle un service public à deux vitesses minimum.

Nous devons donc collectivement nous ressaisir, dialoguer avec les syndicats de fonctionnaires pour reconquérir l'espace abandonné, en partie par la volonté de certains socialistes d'une autre époque d'à tout prix baisser les impôts avant les échéances électorales.

C'est pourquoi il nous faut être clairs sur le rôle de l'action publique tant au niveau national qu'au niveau européen. Oui, notre puissance publique doit être efficace, mais pas pour faire des économies. Car la finalité du service public est l'intérêt général. Quant au budget de l'Etat, il n'est pas à comprendre comme le coût de l'État, mais comme un compromis social qui consiste à arbitrer démocratiquement la répartition de la richesse nationale entre les structures publiques et les personnes privées. Sur ce point, nous ne saurions être plus clairs, il n'existe selon nous aucune règle qui nous condamne à réduire la part publique consacrée à la solidarité nationale.

Nous en appelons donc en une forme de volontarisme politique qui consiste à assumer le fait que mener des politiques publiques a un coût, et que ce coût est lui-même porté par un puissant outil de redistribution qu'est l'impôt direct progressif.

B. Un monde plus juste

Partout dans le monde, l'État ne joue plus le rôle central qui a été le sien. La mondialisation économique accélère l'effritement des légitimités institutionnelles et la déterritorialisation des pouvoirs.

Ce dépassement des États-nations est évidemment souhaitable dans notre idéal d'universalisme. **Mais, quand le dépassement se transforme en dépossession et en fuite en avant libérale, il entraîne au mieux l'abstention électorale et au pire la montée des populismes, partout dans le monde. Quoiqu'en disent nos chers adversaires libéraux, la « main invisible du marché » n'est pas et ne sera pas la réponse au désordre mondial.**

I. Une révolution démocratique

Depuis plusieurs années, le monde a engagé une mutation sans précédent de ses principes d'organisation. La mondialisation économique s'est accompagnée d'une mondialisation des idées et des informations. Les nouveaux moyens de communications et de transports ont favorisé les échanges et ont permis de mettre au grand jour les inégalités criantes au niveau mondial.

Jusqu'alors les plus riches détenaient l'information et par la-même la connaissance. Les politiques de redistribution étaient bien souvent des politiques guidées par des intérêts nationaux (rapport de force face aux organisations non gouvernementales et associations) ou des intérêts économiques (politiques libérales prônées par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale). Grâce au mouvement alter-mondialiste, grâce aux nouveaux moyens d'information, les citoyens se sont emparés du débat.

La lutte pour un monde meilleur a dépassé les frontières. Partout les peuples aspirent à la démocratie. Le métissage des populations et des idées avance au grand dam des intégristes et nationalistes.

Ces bouleversements sont une chance pour la gauche : ils peuvent permettre une révolution démocratique C'est une chance pour la jeunesse qui aspire à un monde plus juste, égalitaire et démocratique.

Et qui d'autre que la Gauche peut donner des perspectives et un chemin à cette mutation mondiale ? **Là est le défi du XXI^e siècle pour la jeunesse : faire émerger une nouvelle génération qui s'appuie sur le métissage, sur les aspirations à l'égalité et à la démocratie pour en faire une force et construire un monde plus juste.**

2. Les inégalités Nord-Sud

Si le monde en général devient de plus en plus riche, les pauvres par contre le sont de plus en plus.

L'espérance de vie en Afrique ne cesse de chuter à cause des inégalités de développement, des conflits et de la propagation de maladies comme le SIDA.

Les inégalités en matière d'éducation, de santé et d'économie entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement sont en constante augmentation. Par ailleurs, les désordres écologiques, que le système libéral accentue, touchent plus durement les populations les plus pauvres qui n'ont souvent pas de politique de prévention et qui manquent de moyens pour la mise en place des politiques de réparation.

Face à un tel tableau, la pire réponse politique serait le laisser-faire ou le fatalisme. Qu'ils le veuillent ou non, les pays industrialisés devront prendre part au combat contre de la misère du monde. La jeunesse, dans ce combat, a une place prépondérante parce qu'agir pour réduire les inégalités c'est agir pour l'avenir. C'est agir pour choisir le monde dans lequel on veut vivre.

Les politiques de co-développement ne doivent plus donc être seulement des effets d'annonces. Ce combat, rappelons le, a moins besoin de belles paroles que de véritables moyens financiers pour être efficace. Au-delà de la nécessaire réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce, dont la boussole devrait être l'organisation du commerce international selon des critères de développement humain, nous devons repenser nos politiques d'immigration pour qu'elles soient parties- prenantes des politiques de co-développement.

3. L'immigration

Au niveau européen, comme au niveau mondial, la droite n'a pas changé ses pratiques politiques concernant l'immigration. Les faits parlent d'eux-mêmes : des milliers de familles étrangères vivent dans notre pays et ailleurs dans des conditions indignes. Sans droit, sans papier, sans logement, la peur au ventre.

Les drames aux enclaves de Ceuta et Melilla ont fini d'achever l'image de forteresse que l'Europe veut montrer à l'Afrique. Aux États-Unis, chaque année plusieurs millions de migrants souhaitent franchir la frontière. **Le véritable combat, pour notre génération, c'est d'inscrire une politique d'immigration légale dans une logique de co-développement avec les pays partenaires et de respect des droits fondamentaux de tous.**

Cette logique pourrait être accompagnée de nouveaux outils solidaires, comme une banque coopérative mondiale pour le développement financée par des taxes sur les transactions financières internationales.

C. Notre besoin d'Europe

1. Dépasser le Oui et le Non

Nous n'avons pas attendu le 29 mai, pour faire le constat que l'Europe politique et sociale était en panne. Les socialistes français se sont profondément déchirés à l'occasion de ce débat. Quelle que soit l'interprétation donnée à ce scrutin, chacun s'accordera à reconnaître que le peuple souverain a tranché en rejetant massivement le traité constitutionnel européen (TCE). Si les socialistes ont connu de profondes divergences quant à la stratégie à adopter (ratifier pour aller plus loin ensuite ou renégocier avant de ratifier), ils ne se sont pas pour autant divisés sur les objectifs à atteindre ni sur les principes ou les valeurs à promouvoir. **Nous sommes d'accord sur l'Europe que nous voulons. Par conséquent, il est urgent de dépasser le Oui et le Non, désormais sans fondement.** Cela nécessite des efforts pour chacun d'entre nous mais c'est la condition sine qua non pour relancer la dynamique politique européenne sur nos valeurs.

2. Prendre nos responsabilités de militants politiques

Prendre nos responsabilités, c'est avant tout offrir à nos concitoyens, notamment aux plus jeunes d'entre eux, les structures politiques adéquates, les lieux de débats européens qui seuls permettront de sortir

des querelles nationales. Nous devons ainsi être les précurseurs d'un débat entre les socialistes européens. Le socialisme européen doit voir le jour. Le Parti Socialiste Européen (PSE), malgré ses efforts, demeure un conglomérat de partis nationaux. Il est grand temps d'organiser des Congrès européens avec des motions permettant de dégager une ligne majoritaire portée collectivement dans tout le continent. Dire cela suppose comme préalable d'accepter d'y être minoritaires et de se plier à la ligne majoritairement adoptée. La démocratie interne est la condition de la réussite, en Europe comme en France.

Si les jeunes socialistes se doivent d'être des aiguillons de l'action de leurs aînés, ils ont la responsabilité première d'amorcer ce mouvement au sein d'ECOSY (European Community Organisation of Socialist Youth). Cette structure, même si elle est un peu en avance par rapport au PSE, est encore bien trop opaque et ne permet pas aux militants nationaux d'appréhender les débats. Nous ne pouvons plus accepter que les candidats à la présidence d'ECOSY soient « le candidat de la France, de l'Italie... » mais ils doivent devenir les porteurs d'une motion transnationale et incarner une ligne politique. Commençons donc par mettre un terme aux réflexes nationaux chez les jeunes socialistes !

Ces structures mises en place, accompagnées de la tenue systématique des consultations le même jour dans toute l'Europe, nous permettront de redéfinir et de promouvoir plus aisément un nouveau projet politique pour l'Europe.

Reconnaissons-le collectivement : l'Europe est aujourd'hui enlisée. L'Europe institutionnelle, qui vient d'achopper sur le TCE, a besoin pour être relancée de savoir où elle veut aller, à combien et selon quelle méthode. Dans ce contexte, il est impératif de promouvoir une Europe des projets concrets, seule susceptible de dégager une vision commune et d'insuffler le souffle politique et citoyen nécessaire à la reprise du chantier institutionnel.

Pour ce faire, il faut fixer des priorités et dégager des moyens.

3. Nos priorités européennes

La croissance européenne est en berne tandis que de nouveaux géants économiques apparaissent sur la scène internationale (Inde, Chine, Brésil) dans un contexte de mondialisation financière où l'hyper puissance américaine impose ses dogmes. Pour faire face à ces défis, un véritable gouvernement économique doit voir le jour pour constituer le contrepoids politique nécessaire à la Banque centrale dont les statuts doivent changer. Il permettra de définir une politique européenne en matière économique et sociale et d'assigner la croissance comme objectif de l'économie européenne. Il devra également permettre l'élaboration d'une politique industrielle ambitieuse avec des opérateurs économiques, industriels et commerciaux susceptibles de concurrencer les géants américains, chinois ou nippons. Nous devons par ailleurs militer pour l'harmonisation fiscale pour éviter le dumping. En matière sociale, nous sommes favorables à la mise en place de critères de convergence pour unifier les niveaux de vie. Par exemple, le principe d'un revenu minimum et d'un salaire minimum européens doit être défendu.

4. Les moyens à mobiliser

Faire l'Europe citoyenne, augmenter les prérogatives du Parlement, défendre un droit de pétition, politiser la Commission... Bref, nous devons construire une Europe démocratique en nous réappropriant les meilleures propositions du Traité constitutionnel.

Peut-être plus important encore, la bataille est d'abord politique puisqu'elle réside dans l'augmentation du budget européen sans laquelle aucun projet crédible n'est possible. Il nous faudra aussi prévoir aussi la mise en place d'un impôt européen mais l'approfondissement de l'Europe politique est un préalable indispensable. Pour répondre à nos exigences d'un monde plus égalitaire, nous nous devons d'adopter une méthode au service de tous. Pour réussir cela notre champ d'investissement politique ne connaît ni de frontières territoriales, ni de frontières temporelles.

Partie II

Une éthique et des principes socialistes au cœur de notre action

Une pédagogie de la méthode

Au cœur de notre action, nous considérons aujourd'hui le développement durable et la démocratie participative comme des principes incontournables de toute politique publique. Cette éthique que nous voulons porter est donc une réponse aux problèmes écologiques et démocratiques qui préoccupent aujourd'hui l'ensemble des citoyens.

A. Développement durable

1. Le constat de l'urgence écologique

Depuis plusieurs décennies, la communauté scientifique internationale nous alerte sur le mauvais état de santé de la planète. Les prédictions catastrophiques d'hier sont la réalité d'aujourd'hui.

La température moyenne globale à la surface de la mer a augmenté. Au XX^e siècle cette augmentation a été de 0.6°. La couverture neigeuse et les étendues glaciaires se sont réduites. Les données obtenues par satellite montrent que la couverture neigeuse a diminué d'environ 10% depuis la fin des années soixante. Les épisodes de réchauffement du phénomène El Niño ont été plus fréquents, plus persistants et plus intenses depuis 1975 qu'au cours des 100 dernières années.

Les émissions de gaz à effet de serre et d'aérosols dues aux activités humaines continuent de modifier l'atmosphère d'une façon telle qu'il faut s'attendre à ce qu'elles aient des répercussions sur le climat. La concentration de CO₂ a augmenté de 31% depuis 1950. Environ les trois quarts des émissions de CO₂ dans l'atmosphère au cours des vingt dernières années sont dues à la combustion de combustibles fossiles. Le reste est imputable, pour l'essentiel, aux modifications de l'utilisation des sols, et plus particulièrement au déboisement.

Toutes ces données attestent de l'impasse dans laquelle se trouve l'humanité, et avec elle la vie terrestre, ne nous permettent pas d'envisager un avenir radieux si rien n'est fait pour freiner et stopper les effets négatifs des activités humaines sur l'environnement. Combien de raz-de-marée, combien d'inondations, de tempêtes humainement, socialement et financièrement désastreuses devront nous subir pour prendre enfin conscience de l'urgence du problème ?

2. Le développement durable au cœur du socialisme du XXI^e siècle

On peut définir l'action politique de multiples façons. Pour nous, la politique doit répondre à une question globale : comment répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ? Certes, il s'agit de la définition du développement durable ; mais là où certains ne perçoivent qu'une préoccupation écologique, nous y reconnaissons nos valeurs de socialistes. Au-delà de la préservation de notre planète, le développement durable présuppose un souci d'équité entre les générations mais également au sein d'une même génération. C'est ici même que nous identifions nos valeurs de solidarité. Cette solidarité s'entend au sein même d'une nation et également à l'échelle mondiale. Là, nous retrouvons notre internationalisme. Le développement durable est la matrice d'un renouveau de notre internationalisme.

Certains recherchent d'autres modes de fonctionnement et une alternative au capitalisme. Et si le développement durable était ce modèle alternatif...

Il s'agit de tendre le plus possible vers ce celui-ci. Mais comment ? La réponse qui consiste à traiter le problème environnemental enclavé est tout simplement dépassée. Le temps n'est plus à un ministère de l'écologie aux pouvoirs extrêmement limités qui traite seulement de la gestion des déchets ou des ressources naturelles. Toutes nos politiques, dans chaque domaine, doivent être conditionnées par l'impératif du respect de l'environnement et d'un mode de développement soutenable pour la planète inscrit dans la durée. Pour le coup, il ne s'agit pas de choix politiques sur lesquels nous pouvons débattre. Dans ce cas précis, cette méthode est la seule qui garantisse le respect des générations futures et leur avenir. Bien entendu, cela ne peut se faire qu'avec l'appui des citoyens car eux seuls sont les acteurs de ces questions qu'il faut débattre pour leur mise en œuvre.

Il est indispensable que les socialistes soient le véritable moteur d'une volonté politique qui place le développement durable en tête de ses priorités. De nombreux responsables politiques mondiaux se cachent derrière l'alibi de la non ratification des accords de Kyoto par les États-Unis d'Amérique. Pour les socialistes, la mauvaise volonté américaine ne peut pas être le prétexte à l'inaction. Ce prétexte doit être balayé par les responsables socialistes. Il faut engager une politique volontariste sur le développement durable en faisant contribuer au mieux les forces vives du pays permettant à la France de retrouver son rôle moteur de propositions et d'applications environnementales. Les organismes internationaux sont des tribunes où la France doit alerter les autres nations sur l'urgence de la situation.

Pour autant, il ne faut pas limiter nos actions uniquement sur le territoire français car le développement durable dépasse toutes les dimensions classiques des problèmes nationaux. Les solutions doivent être globales. Des aides pour le reboisement et la gestion des parcs arboricoles des zones tropicales véritables pièges à CO₂ peuvent être par exemple envisagées permettant aux pays bénéficiaires d'obtenir des fonds pouvant être réinvestis pour le bien-être des populations.

3. La condition de la durée

Certains d'entre nous renoncent par avance à ce système en déplorant que les Français n'y soient pas prêts. Nous croyons que, justement, Pour nous là n'est pas la question. Nos amis européens nous ont prouvé que cela est possible. Les pays scandinaves, la Suisse, l'Allemagne pour ne citer qu'eux ont mis en place depuis plusieurs années une politique du recyclage des déchets ménagers volontariste qui donnent aujourd'hui des résultats positifs. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas en faire autant ? Un politique ne doit pas se laisser dicter sa conduite par ses électeurs, il s'agit de les écouter. Il y a là une véritable différence, on appelle cela la volonté politique. Évidemment, le développement durable implique une acceptation difficile pour un politique agissant dans une société de l'instant et consumériste. Il faut d'abord accepter d'engager des mesures sur le long terme pour des résultats différés dans le temps et ne plus prétendre engager une politique environnementale sur le court terme. En fait, la question devient urgente justement si nous ne voulons pas brusquer nos habitudes. La transition s'en fera avec d'autant plus de douceur.

4. Penser global, agir global

L'échelle nationale est pertinente pour ce concept autant que le sont les échelons locaux. L'agglomération de Lorient ou le Grand- Dijon et la Région Poitou-Charentes, pour ne citer que ces collectivités, mettent en œuvre des politiques ambitieuses sur ces questions. C'est donc possible. Pour autant, l'action locale doit être complémentaire à l'action internationale. Et en la matière, rien ne sera suffisant tant que l'Europe et le Monde se limiteront à l'action minimaliste de ces dernières décennies. Pour autant, rien ne sera suffisant tant que l'Europe et le Monde se limiteront à l'accord de Kyoto.

L'Europe doit retrouver une place prépondérante, et porter l'étendard mondial du développement durable. La notion de frontière est repensée, dans sa version institutionnelle, géographique, temporelle ou disciplinaire quand il s'agit du développement durable. La nature ne connaît pas de frontières et sa sauvegarde ne doit pas en connaître d'avantage.

Face à l'urgence planétaire, sociale, environnementale, humanitaire, le développement durable doit être au cœur de notre projet et au cœur de notre action lorsque nous sommes aux responsabilités, et ce à tous les échelons.

B. Démocratie participative

La démocratie n'est jamais un processus fini, elle nécessite une volonté politique toujours constante pour la faire vivre. Aussi, nous connaissons aujourd'hui le scepticisme ambiant de nos concitoyens envers la politique. Notre exigence démocratique doit donc nous amener à inventer de nouvelles formes de citoyenneté. La question démocratique a toujours été au cœur du combat socialiste. La démocratie participative s'inscrit dans cet objectif.

I. La crise de la démocratie représentative

Notre problématique s'articule autour de ce constat, le système de démocratie représentative est en crise. Nous avons donc tout à gagner de la coupler autant que possible à la démocratie participative. Pour autant, la démocratie participative ne doit pas être le remède aux carences de la démocratie représentative.

La participation aux différentes dernières élections a plutôt été forte et surtout le besoin de participer au débat public est toujours plus sensible. On le voit dans le développement du monde associatif et dans la mobilisation pour les grandes causes. Jamais, par exemple, le souci d'environnement n'a été aussi important. **Il s'agit donc plus d'une crise de l'offre politique.** C'est donc la responsabilité des socialistes de répondre aux attentes des français. Le M.J.S doit lui jouer son rôle d'éducation populaire qui consiste à sensibiliser les jeunes à la politique et à leur responsabilité citoyenne.

Il n'est donc pas question de révolution culturelle, les citoyens sont là, demandeurs, mais il importe, à nous, socialistes, de faire participer les citoyens à la décision politique en renouvelant nos modes d'expression démocratiques.

2. Outils de la démocratie participative

Aujourd'hui, nous n'offrons pas assez d'espaces, pas assez de cadres aux citoyens pour s'exprimer et agir sur la société. Nous pensons donc que la démocratie représentative a tout à gagner de la démocratie participative. Celle-ci ne doit donc pas être un thème électoral de plus, mais un principe d'action transversal à toutes les politiques qui permettent de réunir tous les acteurs de la société autour d'un même sujet. **C'est une méthode d'action, un cadre pour une politique globale qui vise à réconcilier décideurs politiques et citoyens, acteurs de la société qui a fait ses preuves dans des territoires que nous dirigeons.**

a. Les forums participatifs

Ainsi, l'idée de démocratie participative part du principe qu'un simple projet avec les meilleures idées et les meilleures intentions du monde ne suffit pas à l'action politique si celui-ci ne se construit pas sur les bases d'un dialogue exigeant avec l'ensemble des acteurs de la société. C'est dans cet esprit qu'à l'échelle locale, par le biais des forums de la société civile, ont pris corps des véritables projets qui ont permis ensuite aux socialistes d'accéder aux responsabilités. On imagine se développer des forums thématiques à l'échelle nationale et en dehors de toute échéance électorale. Un organisme public chargé du développement et de l'information sur la démocratie participative pourrait ainsi voir le jour. Ce serait un excellent moyen de pallier aussi à la faillite des médias populaires.

Bien sûr, c'est une méthode exigeante qui nous appelle, nous militants politiques à préparer sa mise en place par un travail de proximité quotidien au-delà des campagnes électorales, dans notre rapport au monde associatif, aux syndicats...

b. Le budget participatif

Le budget participatif est le prolongement naturel de la démocratie participative. Il permet la mise en place d'actions ciblées, concrètes où les citoyens peuvent apprécier leur capacité à changer, même à petite échelle, leur vie quotidienne et donc la société. Concrètement, l'expérience menée en Poitou Charente dans les lycées, où les différents acteurs de la vie lycéenne sont amenés à définir des projets à mettre en place en les dotant d'un budget est un bon exemple de ce qu'il faut faire. Le budget participatif est avant tout un excellent moyen de responsabiliser concrètement les citoyens et notamment les jeunes.

Il nous faut donc trouver des champs de compétence, expérimenter, tout en évitant d'utiliser ce moyen d'action de façon gadget. Il est aussi évident que la démocratie participative ne doit pas servir aux décideurs politiques à se défaire de leurs choix. Il est nécessaire que la représentation politique accompagne ce processus et puisse même intervenir si les décisions engagées sont contraires à l'intérêt général.

Les lycées et plus largement les services publics, en accord et en lien avec les syndicats, les conseils de quartier, les conseils communaux de jeunes, les conseils départementaux de jeunes, peuvent constituer les premiers champs d'action pour la mise en place du budget participatif.

3. Évaluation des politiques publiques

On sent dans la société un besoin de plus en plus fort de transparence à tous les niveaux. Dans ces demandes, il existe des excès et de mauvaises réponses qui nous entraîneraient à des dérives. La question de la moralité notamment des décideurs politiques doit être prise avec précaution en réaffirmant la nécessité de séparer la sphère privée de la sphère publique.

Mais, il y a aussi une réponse politique à apporter à ce besoin de transparence. Car au fond, qu'est ce qui rend si insupportable la politique de régression sociale de la droite depuis 2002 ? C'est bien cette sensation d'impunité, quelles que soient les réformes et même après des échecs électoraux, qui décrédibilise l'ensemble des responsables politiques. Ce qui n'est donc pas acceptable dans une démocratie comme la nôtre, c'est de ne jamais rendre compte au peuple de ce qui est fait. Le vote ne peut constituer la seule évaluation des citoyens. Ce n'est de plus pas sa fonction, car une élection révèle d'autres enjeux.

Alors l'évaluation des politiques publiques est une réelle nécessité. Là aussi, nous avons beaucoup à nous inspirer de la démocratie locale. Rendre compte de son mandat, régulièrement, en dehors de toute échéance électorale, quel qu'il soit, dans des réunions ouvertes à tous, est maintenant une obligation.

Partie II

Un projet ambitieux pour la jeunesse

Une pédagogie du projet

Notre génération se trouve au cœur de la tourmente, victime toute désignée de la politique ultra-libérale du gouvernement. Dans la situation sociale catastrophique que traverse le pays et alors que la droite fait de la précarité son principal étendard, ce sont les plus jeunes, les plus fragiles, les moins diplômés qui paieront les conséquences de cette politique. Que ce soit en termes d'emploi, de logement, de pouvoir d'achat ou d'éducation, le gouvernement fait tous les jours un peu plus la preuve que décidément, le vivre ensemble, la justice sociale et la promotion des valeurs républicaines ne figurent pas parmi les objectifs qu'il s'est assigné. Les dégâts sont considérables. Pour 2007, nous porterons donc quatre priorités, identitaires à la gauche et singulièrement aux jeunes socialistes : l'éducation, l'emploi, le pacte social et le pacte républicain.

A. La société de l'éducation

Aujourd'hui nous sommes face à un gouvernement qui ne limite pas son action au seul affadissement des droits des jeunes générations mais qui sape aussi leur avenir en s'attaquant à l'Éducation nationale et à ses missions.

La droite n'a su répondre aux revendications de la jeunesse que par la répression. Souvenons-nous quand il y a quelques mois, des lycéens ont été traînés devant les tribunaux pour en faire des exemples alors que leurs revendications témoignaient d'une véritable volonté d'étudier dans une École plus juste. Il ne serait pas étonnant de revoir cette jeunesse dans la rue en cette rentrée scolaire pour manifester contre le manque de profs, d'options, de locaux... bref de moyens !

Les lycéens ne sont d'ailleurs pas les seuls à manifester leur colère puisqu'il y a quelques semaines leurs aînés étudiants se sont soulevés contre le manque de moyens engagés par l'État qui rend les conditions d'étude toujours plus inégales. **Ne nous voilons pas la face, les premières victimes de cette éducation au rabais sont les étudiants qui ont le moins de moyens et qui sont obligés de se salarier pour financer leurs études et leur vie quotidienne. Il est révoltant que les conditions d'études tout comme l'égalité entre les étudiants soient sacrifiées faute d'argent.** Il serait tout aussi anormal qu'à la fin de leur cycle d'étude les jeunes sortant sans diplôme soient les premières victimes des contrats précaires comme par exemple le Contrat Nouvelles Embauches mis en place par le gouvernement De Villepin.

Mais notre constat ne s'arrête pas là, les écoles maternelles sont de moins en moins en capacités d'accueillir tous les élèves faute de classe et d'enseignants disponibles. De plus le Collège, que nous connaissons, laisse chaque année de plus en plus d'élèves sur le côté sans être capable de les conduire vers une formation diplômante.

Face à cette crise du système scolaire nous devons nous jeunes socialistes proposer une alternative. **Une alternative qui soit socialiste et progressiste et qui défende toujours plus l'idéal d'une École publique, laïque, républicaine et égalitaire.**

I. Repenser le système éducatif

« L'éducation n'est pas un processus de fabrication, mais l'accompagnement de l'émergence d'un sujet libre » (Philippe Meirieu).

a. Le cycle « primaire »

On sait aujourd'hui que les premières années de la vie d'un enfant définissent l'axe de développement de ses années futures. Il est donc fondamental pour notre société d'avoir un cycle primaire mieux étudié. La scolarisation en maternelle a des conséquences plus que positives sur le développement de l'enfant notamment sur l'apprentissage du vivre ensemble. Nous proposons donc :

- la scolarisation obligatoire dès trois ans. Ceci est pour nous un moyen premier pour lutter contre les inégalités sociales et culturelles ;

- l'amélioration des conditions d'accueil. Il est de notre devoir d'assurer une augmentation des enseignants et des ATSEM afin d'obtenir un maximum de 15 élèves par classe en maternel.

L'École primaire doit-elle, relever le défi de l'hétérogénéité entre les élèves. Sans pour autant modifier ses programmes d'enseignement qui doivent rester les mêmes pour tous afin d'acquérir un socle de connaissance commune autour du lire, écrire et compter, l'école doit rentrer dans une dynamique de pédagogie correspondant aux phases de développement des enfants.

Pour tout cela, la coéducation doit rester primordiale, il ne doit pas y avoir rupture entre la famille et l'École mais bien continuité éducative, afin d'accompagner au mieux les élèves vers le cycle secondaire.

b. Le cycle « secondaire »

Au collège :

A l'entrée au collège, on évalue à 15% les élèves en difficulté voir en grandes difficultés scolaires. Le Collège doit donc avoir pour but de combler ces inégalités. Nous devons donc prendre toute la mesure de ce problème et faire des propositions concrètes :

- lutter contre le redoublement inutile à 75% des élèves qui le subissent au profit d'un fonctionnement par cycle prenant en compte le rythme d'apprentissage de l'enfant ;

- réformer la formation des enseignants à travers une réelle formation au travail en équipe ;

- favoriser la mise en place d'une pédagogie différenciée à travers les dispositifs transdisciplinaires avec le retour obligatoire des itinéraires de découverte dans le cycle central du Collège ;

- rendre obligatoire une formation à la lecture de l'image et à la connaissance des médias ;

- proposer une véritable formation à l'orientation en rendant le jeune pleinement acteur de son avenir, à travers des rencontres de professionnels et des stages de découvertes du milieu professionnel. L'orientation ne doit plus être liée au dictat des résultats scolaires mais émaner d'une réflexion de tous les acteurs éducatifs en fonction du projet personnel de l'élève ;

- ouvrir le collège sur l'extérieur en favorisant la venue d'intervenants extérieurs, plus particulièrement dans les domaines de l'art et des sciences, en priorité dans les zones rurales et dans les établissements placés en zone d'éducation prioritaire (ZEP) et favoriser les échanges entre établissements scolaires ;

- augmenter la présence des infirmières, médecins scolaires, psychologues, conseillers d'orientation-psychologues, et des assistants de service social dans les établissements.

Le collège se donne pour objectif la possession d'un socle commun de connaissance concernant la maîtrise des langues, des logiques scientifique et des comportements et attitudes montrant une maîtrise des relations sociales dans le cadre républicain à la fin de la troisième.

Le collège doit être un carrefour entre une formation générale, le prolongement de l'école tout en préparant à une spécialisation au lycée.

Au lycée :

L'École, vecteur de citoyenneté

La période du lycée est primordiale dans la formation citoyenne de l'élève. Pendant les trois ans passés dans l'établissement, celui-ci doit apprendre à développer son esprit civique. Ainsi, la démocratie lycéenne ne doit cesser de se développer au sein des établissements et la participation des lycéens à la vie citoyenne du lycée doit être encouragée et reconnue avec par exemple la mise en place d'activités communes interclasses et inter-écoles, en initiant une demi-journée citoyenne dans chaque établissement par semaine. De plus, nous pensons nécessaire de privilégier un encadrement social et psychologique dès le collège plutôt que des conseils ou services d'orientation peu enrichissant.

La mise en place de cours d'éducation à l'image et d'enseignement sur les médias semble aujourd'hui devoir s'inscrire dans le rôle de l'École à développer l'esprit critique.

Un lycéen ne quitte pas le secondaire seulement avec le Bac mais aussi et surtout avec une carte d'électeur : autant en connaître l'importance et avoir conscience de ce qu'elle représente. Pour une conscience citoyenne européenne, nous proposons la mise en place d'un cours d'histoire européenne. Il paraît également nécessaire d'offrir un voyage minimum d'au moins 10 jours dans un pays de l'Union Européenne pour tous les lycéens.

L'École, vecteur d'égalité :

Le lycée est une micro- société où se retrouvent les inégalités déjà existantes dans son ensemble. L'écart ne cesse de se creuser entre les lycées de centre ville et les lycées ghettos.

La première cause de ce phénomène et sans conteste la carte scolaire qui doit absolument être revue afin d'assurer plus de mixité sociale dans les établissements. Il est inconcevable qu'un système à deux vitesses persiste au sein de l'éducation et n'assure pas à chacun les mêmes chances de réussite.

De plus, les inégalités existantes entre les filières accentuent elles aussi le fossé. Les filières technologiques et professionnelles doivent être revalorisée afin de permettre à chacun d'avoir un vrai choix d'orientation. Le choix d'un enseignement professionnel ne doit pas se faire à défaut mais être celui d'une volonté dans la construction de l'avenir de l'élève.

L'Éducation comme véritable priorité budgétaire :

Le Lycée ne peut être garant d'égalité sans un réel investissement financier en son sein. En effet, depuis de nombreuses années, il subit les réductions de personnels tels que le montre l'exemple des emplois jeunes créés par Jospin et supprimés par Raffarin. **De fait, un plan d'urgence pour l'éducation est nécessaire afin de combler le manque criant d'encadrements et de locaux.** Celui-ci permettra de diminuer les effectifs et de proposer une offre d'enseignement plus diversifié notamment en zone d'éducation prioritaire (ZEP) et en zone rurale. De plus, les socialistes doivent s'engager à créer des postes à tous les niveaux et à renforcer les pratiques éducatives transversales en redonnant aux travaux pratiques encadrés (TPE) et aux projets pluridisciplinaire à caractère professionnel (PPCP) une place obligatoire dans le cursus, et en renforçant et concrétisant la place de l'éducation civique juridique et sociale (ECJS) pour que le lycéen arrivé à l'âge adulte soit pleinement conscient des enjeux de la société dans laquelle il vit et en devienne acteur. L'éducation ne doit plus être le reflet du manque d'ambition du gouvernement actuel mais devenir un véritable enjeu de société pour relancer l'ascenseur social aujourd'hui en panne.

c. Le cycle universitaire

En France, nous distinguons éducation et enseignement. L'éducation contribue à l'émancipation des jeunes, en leur donnant les moyens de leur liberté et de leur accès au reste de la société. L'enseignement se limite au fait d'inculquer aux élèves des savoirs et des savoir-faire. Devant ce hiatus, l'enseignement supérieur

français n'a pas su se réformer par lui-même pour répondre aux quatre grands défis qui se présentent à lui.

La cité dans l'université

Dès lors, le choix historique du système français est de considérer que l'éducation s'arrête au passage à l'âge adulte. Le niveau post bac relève donc de l'enseignement. C'est la première faiblesse de l'enseignement supérieur. Car nous devons considérer que l'Université doit être un lieu de citoyenneté, un repère pour forger l'identité de la société solidaire nécessaire au développement d'une civilisation européenne.

Pour ce faire, l'Université française ne doit plus être un sanctuaire loin des préoccupations quotidiennes. Ce clivage entre ceux qui veulent savoir et ceux qui agissent coupe la société de ces élites. Cette rupture est double. D'une part, les élites ne partagent plus la vie du corps social. D'autre part, l'accès à cette élite apparaît comme interdit aux classes les moins aisées. Cette interdiction est tout autant matérielle, car les inégalités sont perpétuées par l'Université, que le fait d'un blocage idéologique, l'accès à la culture n'étant plus vécu comme un vecteur de promotion sociale. Le drame d'une société, c'est quand elle se convint que le savoir n'est pas nécessaire à sa progression.

La massification et les choix de société

Notre pays sait qu'il doit franchir les prochaines années un pas qualitatif en matière éducative. La massification de l'enseignement secondaire a eu lieu, avec aujourd'hui 70% d'une classe d'âge au niveau du bac. Dans moins de dix ans, il sera nécessaire de porter cet effort au niveau licence. Cela ne sera possible qu'à trois conditions.

La première est de permettre aux jeunes de décider de leurs parcours, en remettant au cœur de notre projet l'allocation d'autonomie pour les jeunes. Chaque jeune doit pouvoir disposer d'un soutien public pour disposer des moyens de sa réussite.

La seconde condition est un effort financier des Français. La France n'investit pas beaucoup d'argent dans l'éducation de sa jeunesse. Les Américains, par exemple investissent en pourcentage du PIB beaucoup plus d'argent pour leurs enfants. Cet effort, parce que c'est notre volonté de socialistes, doit être porté par la puissance publique, et non par les familles directement.

La troisième condition est d'ordre révolutionnaire. Le premier cycle universitaire ne doit plus servir à mettre en place la future cooptation des hiérarques universitaires, en fonction de rites qui nous échappent. En cela, la partition entre la recherche et l'enseignement peut aider. Le premier cycle doit certes ouvrir les perspectives vers les deux cycles suivants. Il doit surtout permettre une qualification de masse à bac+2/bac+3 qui soit opérationnelle sur le marché du travail. Ceci implique que les filières techniques et technologiques soient valorisées au sein des universités.

La faiblesse des universités françaises

Notre enseignement supérieur est éclaté. Aucune université française n'atteint la taille critique pour résister à la concurrence des universités européennes et américaines. En matière de recherche, le handicap est carrément insurmontable, puisque les équipes de recherche sont trop réduites, peu interdisciplinaires, sous équipées. Bref, le tableau est médiocre. À cela s'ajoute le problème des grandes écoles. En effet, vu de France, nos grandes écoles sont jolies. Vu de l'étranger, c'est plutôt la risée. En effet, les grandes écoles ne font pas ou peu de recherche, et privent donc nos universités de talents certains. De plus, elles sont considérées comme une survivance d'un ordre ancien, au service de la confiscation du pouvoir par des privilégiés. Les grandes écoles ne doivent plus être la fierté de la France. C'est l'université qui doit faire le prestige du pays.

Le défi est donc de restructurer l'enseignement supérieur français, pour que les unités universitaires aient les tailles critiques nécessaires à la performance et de l'enseignement, et de la recherche publiques. Ne pas relever ce défi, c'est laisser au secteur privé et à son plus éminent avocat, François Goulard, ministre de l'enseignement supérieur, un boulevard qui plonge notre pays dans la logique marchande que nous dénonçons tous.

Comme Philippe Meirieu l'avait déjà noté : « Dans une société démocratique, l'éducation est consubstantiellement éducation à la démocratie : elle forme des citoyens capables de comprendre le monde, de définir ensemble le bien commun et de travailler à plus de solidarité entre les hommes et entre les peuples ».

2. L'éducation au service de chaque citoyen

a. Le droit à l'école pour tous

Les expulsions ou tentatives d'expulsions de lycéens sans papiers qui ont eu lieu aux mois de septembre et octobre 2005 n'ont été que le reflet d'une droite qui ne cesse de s'en prendre aux plus faibles et aux plus démunis. Les jeunes scolarisés sont donc pour eux une cible idéale. Comment cependant accepter que de jeunes adultes se fassent renvoyer dans leurs pays d'origine sous prétexte qu'ils n'ont pas de papiers ? En effet, ces jeunes ont souvent grandi en France et n'ont plus aucune attache dans leur pays natal. Leurs vies se trouvent donc ici, pays devenu le leur, où ils étudient et se sont construit une nouvelle vie. L'Éducation doit permettre à tout un chacun de réussir et être un véritable facteur d'intégration. Avec ou sans papier, tous doivent avoir le droit d'étudier.

b. L'allocation- autonomie jeune

Notre constat est simple : on observe une précarisation et une paupérisation de la jeunesse de plus en plus inquiétante. Le combat contre les inégalités est donc à la source de notre projet d'allocation autonomie jeune. Le simple système des bourses a montré ses limites, car il ne touche qu'une trop faible partie des jeunes, et pire ceux qui en ont le plus besoin sont trop à l'écart du système pour être pris en compte, ainsi que le système des aides personnalisées au logement (APL) qui s'échelonne selon la superficie du logement. Notre réponse doit donc être à la mesure du problème.

Ce qu'il faut, c'est offrir à chaque jeune la possibilité de s'émanciper et de se construire un projet de vie, de formation et d'emploi. L'objectif d'émancipation ne concerne pas uniquement la jeunesse. Néanmoins, un effort spécifique est nécessaire. Nous devons prendre en considération les besoins fondamentaux de la vie quotidienne des jeunes en matière, par exemple, de logement, de transport, de culture... Et avant tout, notre objectif à travers ce projet, est de permettre à chaque jeune, à terme, d'acquérir une qualification.

Pour la jeunesse, il nous semble urgent qu'une reconnaissance claire de l'autonomie des jeunes actifs et des étudiants salariés soit faite afin qu'ils soient égaux vis-à-vis des jeunes vivant encore avec l'aide parentale. L'autonomie financière n'est pas forcément un choix, un système juste doit le reconnaître.

Les modalités d'application

Cette prestation, nous la voulons ouverte à tous. Notre projet vise l'émancipation de chacun, quelques soient les origines sociales ou familiales. Cela veut-il dire qu'elle doit être la même pour tous ? Évidemment non. Comme en matière fiscale, il nous faut introduire de la progressivité dans le versement. Le contrat d'autonomie doit être individualisée selon la situation sociale, familiale et versée en fonction des revenus et aides en nature dont disposent les jeunes adultes en contrepartie de l'abandon de la demie part fiscale pour les parents.

Comment l'articuler ?

Pour éviter l'écueil du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) jeune sans projet, il nous semble impératif de lier l'idée d'autonomisation des jeunes à la formation. L'idée n'est pas tout a fait neuve, Jacques Delors parlait déjà de chèque formation. Le contrat d'autonomie devra donc s'articuler autour d'un projet de formation assez souple pour offrir à chaque jeune la possibilité de changer de cursus. Concrètement, cela pourra s'articuler entre chaque étudiant et son centre d'étude autour d'un contrat de formation indiquant le projet professionnel et les moyens correspondant (avec rattrapage éventuel, soutient

individualisé, appui à l'orientation et la recherche de stage, parcours de formation, rendez-vous d'évaluation...).

Pour les jeunes en recherche d'emploi, un contrat d'aide accompagnement à la recherche d'emploi sera avec des aides au logement, baisse du prix des transports, accès facilité à la santé... Un dossier unique pour l'ensemble des demandes d'aide et un travail en réseau de tous les intervenants devra être mis en place. En matière de logement, l'objectif est de permettre aux jeunes de s'extraire de leur environnement familial par le développement des internats, du logement social étudiant et des foyers de jeunes travailleurs.

3. La formation tout au long de l'avenir

Les rapports des individus au travail évoluent, il faut donc tenter de les accompagner par la mise en place d'une formation évolutive qui, au-delà des formations initiale ou continues, permettrait à chacun de suivre la formation qu'il souhaite sans nécessairement rester dans son domaine d'activité. La polyvalence d'un employé reste un critère de performance alors même qu'elle lui permet d'élargir ses choix. Une semaine de formation par an correspondrait sur une vie à une année d'étude supplémentaire. Cette proposition pourrait être étendue aux demandeurs d'emploi qui sortiraient ainsi d'une inactivité désocialisante et bénéficieraient alors d'une formation complémentaire. Une telle formation pourrait s'entendre sous forme d'université populaire. Cette formation favorise l'épanouissement de chacun dans son travail en facilitant l'évolution et la mobilité de carrière. Aujourd'hui, les salariés sont très souvent obligés de s'adapter à des modes de fonctionnement sans formation préalable. Des difficultés, source de stress, sont alors rencontrées, alors que bien souvent une formation suffirait à ce que chacun trouve ses repères. Pour cela tous les acteurs de l'emploi doivent se retrouver pour développer des formations accessibles à tous les travailleurs quelque soit la taille de l'entreprise.

Chacun doit également avoir accès à des outils de formation (université populaire, GRETA...) durant son temps libre. Un effort doit être fait pour que l'ensemble des territoires y compris les zones les plus rurales soient couvertes.

4. Renouer avec l'éducation populaire

L'éducation populaire a pour ambition première de permettre à chacun de prendre place dans la société.

L'acquisition de valeurs morales et la pratique de la citoyenneté sont là pour favoriser l'apprentissage de l'esprit critique et la prise de responsabilité. Les Savoirs développés à travers l'éducation populaire sont au service de la vie privée et sociale de chacun. Plus encore, l'éducation populaire favorise l'interaction des savoirs individuels au service des savoirs collectifs.

L'éducation populaire va beaucoup plus loin que les loisirs tels qu'ils sont proposés aux jeunes actuellement, où ceux-ci sont placés en simples consommateurs. Il s'agit avant tout de leur offrir une réflexion sur leur "JE" pour favoriser une mise en position de communicant et d'acteur de leur vie. L'émergence de talents est alors possible et ceux-ci doivent être reconnus et pris en compte par la société et son école.

Les associations se réclamant de l'éducation populaire ne sont pas obsolètes et ont plus que jamais un rôle dans la cité en défendant les valeurs de notre République laïque. Elles sont porteuses d'avenir pour l'épanouissement personnel et collectif des hommes tout au long de leur vie mettant en lumière la réciprocité des échanges inter et intra générationnels.

5. L'éducation par le sport et la culture

Le constat est rude : la droite s'est engouffrée dans l'espace politique laissé vacant et a réussi à investir tous les champs du mouvement sportif dans une démarche clientéliste. Le libéralisme économique

touche de plein fouet ce domaine engendrant une dénaturation des valeurs sportives et mettant en péril la santé et la sécurité des sportifs.

Il est urgent, pour le MJS de faire des propositions et de tenter de modifier cette donne pour placer la politique sportive au cœur de nos priorités, retisser le lien social distendu, s'intéresser enfin au devenir des athlètes, et rendre son autonomie au mouvement sportif. Il s'agit de développer une vision globale, au-delà des clichés, qui pourrait se résumer ainsi : du sport comme facteur de citoyenneté, d'éducation, de lutte contre les discriminations et d'intégration professionnelle.

Transformer les jeunes en acteurs et organisateurs responsables, en arbitres et en officiels écoutés et respectés, c'est le but d'une politique sportive engagée à gauche.

Nous devons soutenir la création d'un " parlement du sport " qui associerait toutes les composantes vives de la société civile : les sphères scientifiques, artistiques, sociales, culturelles pour lui faire jouer le rôle d'une authentique vigie. Un regard neuf de tous les partenaires sociaux est à renouveler, de nouvelles coopérations sont à exploiter. Dans ce sens nous devons militer pour l'autonomisation du mouvement sportif tout en souhaitant réguler une économie du sport à la dérive.

Le sport peut permettre de transformer chacun en pratiquant averti, en spectateur critique et en co-éducateur responsable. Nous devons proposer une ouverture de la démocratie dans l'accès et la gestion des pratiques, développer le sport acteur et citoyen. Le sport ne doit plus être une simple « pompier social » bien commode pour la droite dans certains quartiers. Le sport est un vecteur d'intégration sociale voire d'intégration professionnelle. Le MJS doit donc favoriser l'accès au sport pour tous.

B. Emploi et politiques industrielles

I. Sortir du chômage de masse

Avec le « Contrat de Nouvelle Embauche », le Gouvernement tient son nouvel outil de précarisation des plus jeunes, des moins qualifiés et des plus fragiles... Car en accélérant le turn-over des emplois et des demandeurs d'emplois — vite embauchés, vite licenciés —, la droite encourage chaque candidat à n'occuper qu'un poste temporaire quelques mois. Ce contrat précaire s'inscrit dans la parfaite logique du projet ultra-libéral qui anime la droite en matière d'emplois : augmentation des sanctions pour les chômeurs qui ne choisissent pas n'importe quel emploi, suppression des emplois-jeunes, radiation des listes du revenu minimum d'insertion(RMI)... Tout cela alors que les jeunes subissent dramatiquement les conséquences du chômage de masse...

En effet, le chômage des jeunes de moins de 25 ans est trois fois plus élevé que le chômage du reste des actifs. De ce chiffre, nous devons tirer plusieurs conclusions : d'abord que le chômage de masse est encore une donnée majeure du marché du travail actuel et que l'inexpérience des jeunes travailleurs est un lourd handicap pour accéder au premier emploi. Cela s'ajoute au fait que les populations les plus habituellement discriminées (personnes venant des quartiers « sensibles », couleur de peau, femmes) sont plus présentes dans la jeunesse que dans les autres couches de la population. Par ailleurs dans la société française, le nombre d'emplois non qualifiés est quasi constant depuis trente ans, voire en légère baisse. Or ces emplois sont déjà pourvus depuis longtemps pour une population qui n'a pas eu les moyens d'évoluer vers des métiers plus qualifiés. En clair, un jeune non qualifié n'a pas d'accès à l'emploi.

2. Repenser notre rapport au travail

Le travail doit être au cœur du projet socialiste de part son accessibilité, ses conditions, sa rémunération... Il est en première ligne dans un combat pour plus de justice et doit mener à penser les rapports entre pénibilité du travail et âge de la retraite, démocratisation de l'entreprise et participation des employés à la vie de celle-ci autant qu'aux bénéfices générés.

Les inégalités de revenus sont difficilement symétriques aux inégalités dans la pénibilité du travail, la notion de mérite semble assez confuse quant à sa rémunération. **L'imposition sur le revenu et les patrimoines reste donc un outil privilégié pour plus de justice sociale.** Les problèmes qui trop souvent nous éloignent de la valeur travail sont liés à la propriété, à l'actionnariat... et restent toujours sous l'influence du profit, déshumanisant l'action.

Le travail dans sa conception actuelle a acquis une place prépondérante dans notre société. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause le travail en soi ou de prôner, comme certains, sa « fin » mais bien de nous interroger sur l'emprise du travail dans la vie des individus.

Notre position est simple : le travail est un droit et un devoir auquel tous nos concitoyens doivent pouvoir accéder, non pas sous les formes rabaisées que nous connaissons aujourd'hui (contrats précaires, temps partiel court et subi, horaires incompatibles avec la vie de famille...), mais sous la forme d'un travail décent, (notamment en ce qui concerne la qualité de l'emploi). Mais, si le travail est un bien premier, si chacun doit y avoir accès, il ne peut occuper le tout de la vie au détriment d'autres temps dont les individus ont également besoin : temps professionnel, temps amical, temps amoureux, temps parental, temps politique, temps culturel et de loisir, auxquels tous doivent également avoir accès.

L'accès de chacun au travail est pour nous une exigence, mais va de pair avec le raccourcissement du temps de travail - seul garant de l'égalité professionnelle et d'un temps parental de qualité - et la lutte contre les emplois précaires ou les horaires atypiques.

Depuis 2002, la droite a balayé tous les espoirs de création d'emploi, après un bilan positif des années Jospin. A l'heure où les 35 heures sont menacées par une droite écartelée entre ses promesses contradictoires, et à l'heure où certaines multinationales (par exemple Hewlett- Packard) utilisent la fin des 35h comme chantage face à leurs délocalisations, nous devons réaffirmer notre volonté de faire en sorte qu'elles soient appliquées à tous pour aller plus loin ensuite dans la conquête d'un nouveau mode de vie. **Nous militerons donc à terme pour une nouvelle réduction négociée de la durée légale de travail sur le modèle de la semaine de quatre jours : les 32 heures.**

Réaliser les possibilités qu'offraient les 35 heures en termes sociétaux (loisirs, vie urbaine...) reste un objectif majeur d'une véritable société du temps libéré. Ce temps libéré pourra donc permettre à chacun de retisser du lien social en l'utilisant socialement et humainement, dans ses engagements familiaux, amicaux, associatifs, politiques, syndicaux,...

La société n'est pas une entreprise qui aurait toutes les années à produire et reproduire un chiffre d'affaires toujours plus important.

Notre comptabilité nationale n'est qu'une vaste comptabilité d'entreprise, avec des entrées et des sorties, qui laisse dans l'ombre ce qu'il advient du patrimoine - toujours considéré comme gratuit ou comme inchangé - à l'occasion de la production. **Nous devons substituer au seul objectif de croissance économique un objectif de développement :** lorsque nous produisons ou lorsque notre PIB s'accroît, il est tout à fait possible que cet enrichissement-là s'accompagne d'évolutions positives de l'état de santé de la population, de l'amélioration de l'état des ressources naturelles, des conditions de travail ou du degré de solidarité existant à un moment donné dans une société.

Commençons notamment par proposer de nouveaux indicateurs de richesse. Une société riche, c'est avant tout une société où chacun a accès aux minimums vitaux, où chacun a accès aux soins, où chacun a accès à l'éducation, où chacun a accès à la culture, où chacun participe à la vie de la cité, où le taux de xénophobie est faible, bref, une société riche est une société fraternelle, une société où le lien social est fort, une société où l'on vit bien ensemble.

Dès 1996, le Programme des Nations Unies pour le Développement affirmait : *« le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain. Il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement ».*

C'est désormais la qualité de la croissance que nous devons privilégier, en répondant aux questions suivantes : la croissance, sous la forme qu'elle revêt, accroît-elle la sécurité, la liberté, la justice et le

contrôle qu'ont les personnes sur leur destinée ? Favorise-t-elle l'égalité, aujourd'hui et entre les générations ? Est-elle respectueuse de la nature et de ses fonctions essentielles à la vie ? Est-elle susceptible de se traduire par une plus grande cohésion sociale et par une plus étroite coopération entre les individus ou engendre-t-elle des conflits et la désagrégation de la société ? Dans cette conception qui considère que le capital dont le développement nous importe est l'ensemble du « capital humain » et non la seule production, « les biens ne doivent pas être valorisés intrinsèquement mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté ».

3. Les défis de la société industrielle

Il nous semble également d'importance de penser l'emploi des jeunes également en termes de formation en particulier car il faudra être en mesure de remplacer une main d'œuvre hautement qualifiée qui part à la retraite. Et nous reprenons à notre compte les objectifs affichés par l'Union Européenne (UE) qui sont de porter 70% d'une classe d'âge à niveau bac+3. Si l'Europe pose cet objectif, ce n'est pas par hasard. C'est bien parce que la répartition des emplois de demain nécessitera pareil niveau de compétence. Si nous n'y arrivons pas, nous échouons à maintenir notre pays à son niveau de prospérité, et le chômage de masse prospère malgré le choc démographique qui nous attend.

Le diagnostic est donc celui-ci : **le défi politique et économique du futur est celui de l'accès au savoir. Demain, notre société sera une société du savoir. Pour le relever, l'État doit être au cœur de la stratégie industrielle de notre pays.**

Il s'agit par exemple pour l'État, garant de l'intérêt général, de maîtriser les mutations industrielles. Car le constat est simple : quand l'État ne fait rien dans un pays industrialisé depuis longtemps et riche, son tissu industriel s'en va vers des pays à main d'œuvre moins chère. Il suffit pour s'en convaincre d'aller à Flint, Michigan, ville fantôme, jadis fleuron de l'industrie automobile américaine et de ses majors.

L'enjeu est donc pour nous essentiel : comment faire de l'Etat le pilote des choix industriels ? Encore une fois, il est légitime au nom de l'intérêt général et au nom de l'argent qu'il investit dans l'éducation et la recherche au bénéfice des entreprises implantées en France. Donc, le ministère de l'industrie doit devenir un outil d'anticipation pour répondre à la question suivante : quelles devront être les productions réalisées en France à moyen et long terme, et quels moyens mettre à disposition des travailleurs pour que ceux-ci soient capables d'être les acteurs plutôt que les victimes de ces mutations industrielles. Car nous savons aujourd'hui qu'au fur et à mesure de la montée en gamme de l'industrie chinoise et indienne, notamment, notre production nationale devra conserver une longueur d'avance, d'où le soutien à la recherche et l'innovation, pour rester pertinente et créatrice d'emplois. Or, ce qui est passionnant dans ce défi, ce n'est pas la course poursuite quantitative, mais les moyens stratégiques dont nous nous dotons pour mener à bien ce projet. **La recherche publique, la formation tout au long de la vie, l'expertise publique pour anticiper les mutations industrielles, la création avec les syndicats de plates-formes de reconversion par bassins industriels, telles sont des perspectives et des réflexions que n'ont pas les entreprises, obsédés par leurs performances à court terme, et bien souvent incapables de piloter leur propre stratégie dans ces grandes mutations.**

« Le libéralisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va », disait Lionel Jospin. A nous de prouver que le socialisme sait où il veut aller et sait prendre en compte les réalités économiques pour les mettre au service des intérêts des travailleurs de notre pays, à travers l'action de la puissance publique.

Nous pensons que la création d'emplois n'est pas le seul fait de la création de richesses. Celle-ci est nécessaire. La croissance économique est un indicateur de la santé économique d'un pays et de la qualité du pilotage de l'Etat. Pour autant, nous savons que nous ne reviendrons pas de sitôt à des taux de croissance qui assurent à eux-seuls une création massive d'emplois.

Donc, nous devons explorer d'autres pistes. En 1997, le gouvernement de la gauche plurielle s'est lancé dans trois directions : la relance de la consommation pour relancer la croissance, la réduction du temps de travail et le soutien à la création d'emplois publics ou parapublics correspondant à des besoins nouveaux. Sur ces trois points, il a réussi. Néanmoins, après trois années de reconquête, la politique de lutte contre le

chômage a plafonné, parce que, selon nous, notre pays s'est heurté à une question structurelle qui est celle de la place de l'industrie dans une économie de plus en plus financière. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de remettre au cœur de notre projet cet aspect des choses.

C'est pour la France d'autant plus possible que les socialistes ont sur ce point un bilan très favorable : sauvetage de Renault et de Air France en 1988-1993, création d'EADS en 1997-2002. Bref, l'Etat peut et doit être acteur du paysage économique et industriel de demain et il a donc des marges de manœuvre sur l'emploi.

C. Pour un nouveau pacte social

I. Un logement décent pour tous sans discrimination

Malheureusement quand on parle de précarité, le logement n'échappe pas à la règle. Ainsi les demandes de logements d'urgence ont augmenté de 30% dans la tranche des 18/24 ans cette année sans que le gouvernement ne décide de prendre aucune véritable mesure d'urgence. **L'explosion des loyers conjuguée aux incroyables montants des cautions exigées interdit littéralement tout projet d'autonomie pour qui n'a pas des parents qui acquittent l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).** Un logement pour tous doit rester au cœur du combat socialiste. Pour les jeunes, nous voulons étendre les initiatives prises par certains conseils régionaux qui ont assumé la prise en charge des cautions. Ces dispositifs devraient pouvoir se multiplier davantage aidant concrètement les jeunes à accéder à une véritable autonomie. Nous proposons par ailleurs une rénovation du système d'A.P.L. qui accorde actuellement plus d'aides aux appartements les plus onéreux, et handicape les étudiants salariés et les jeunes actifs puisque disposant de revenus propres.

À ces problèmes de moyens dans l'accession au logement viennent s'ajouter le fléau de la discrimination qui frappe spécifiquement les étudiants étrangers ou d'origine immigrée : un nom de famille, une couleur de peau servent encore de prétexte à des bailleurs (y compris sociaux !) pour refuser des logements adaptés aux besoins des étudiants. Le résultat, c'est ghetto ethnique ou logement insalubre, quand ce n'est pas les deux !

Les expulsions spectaculaires du ministre de l'Intérieur qui ont eu lieu ces dernières semaines dans la capitale ne peuvent tenir lieu de réponse aujourd'hui face au drame des logements insalubres et au manque d'habitats sociaux. Les socialistes doivent exiger un véritable plan de lutte contre les discriminations au logement accompagné d'un plan de résorption de l'habitat insalubre et aussi se battre pour que l'État impose réellement la construction de 20 % de logements sociaux à toutes les grandes agglomérations et prenne en compte les besoins des milliers de jeunes qui vivent dans des conditions inadmissibles... La mixité sociale adossée à une lutte réelle contre les discriminations ne doit pas rester un vœu pieux, elle est la seule solution pour que notre pays ne compte plus de ghettos où loi du plus fort et misère sociale sont la norme...

2. Faire de l'accès aux soins et de la prévention une priorité du Mouvement des Jeunes Socialistes

La protection sociale est l'exemple par excellence de ce qui sépare une politique de gauche d'une politique de droite. Quelle place laisse-t-on aux solidarités dans notre pays ? Alors que nous, socialistes, pensons que la redistribution reste le meilleur moyen de soutenir les plus faibles, la droite nous conduit tout droit à un système assurantiel. Nous devons lutter contre cette conception dangereuse et injuste.

Concernant les retraites, les lois Fillon ne répondent pas au problème de fond. Comment dire à une personne qu'elle devra travailler jusqu'à 65 voire 70 ans alors qu'à partir de 50 ans elle est jetée car trop chère en raison de son ancienneté, et insuffisamment productive ? L'allongement de la durée de la vie est

indéniable. Nous nous en réjouissons tous. Il faut donc permettre un financement des retraites plus nombreuses par des actifs moins nombreux. Cette équation ne se résout pas à coup d'incantations. Le gouvernement de Lionel Jospin avait anticipé le "papy boom" en créant le fonds de réserve des retraites et en mettant en place le Conseil d'Orientation des Retraites. Il nous faut nous appuyer sur les travaux de ce conseil pour formuler des propositions réalisables. En privilégiant par exemple le dialogue social, par branche, afin de mener un vrai travail de fond sur la pénibilité du travail, en fonction de laquelle l'âge d'accès à la retraite serait calculé.

Malgré l'instauration de la CMU, qui reste un progrès et un acquis majeur puisqu'elle touche 4,5 millions de bénéficiaires, environ 6 millions de personnes ne sont pas couvertes par une assurance maladie complémentaire. De plus, il existe de très fortes disparités entre les mutuelles qui évoluent dans un marché fortement concurrentiel. Les inégalités face aux coûts d'accès à telle ou telle mutuelle deviennent considérables. Pour 27 % des bénéficiaires, le niveau de remboursement pour les soins d'optiques ou dentaires est très faible.

Pour permettre l'égalité d'accès aux besoins fondamentaux, notamment ceux de la santé, nous devons à terme questionner la place du revenu du travail dans le financement de la protection sociale. Nous pensons que l'accès aux soins doit être un droit universel non conditionné au statut de la personne.

Au niveau de l'offre de soins, en veillant à une implantation équitable sur le territoire, notamment par le biais de maisons médicales en milieu rural. Cette équité doit également passer par un encouragement aux médecins qui s'installent dans les campagnes. Au niveau des hôpitaux, ceux-ci manquent cruellement de moyens, et leur bon fonctionnement ne repose que sur le dévouement du personnel soignant trop peu nombreux. Les Agences Régionales de l'Hospitalisation n'ont pas les moyens de répondre correctement aux nombreux besoins. Au niveau de l'assurance maladie, en installant une véritable démocratie sanitaire, reconnaissant le patient comme acteur à part entière du système sanitaire. Les directeurs des CPAM ont maintenant les pleins pouvoirs et les conseils d'administration n'ont qu'une vocation consultative. Ainsi, même si les représentants des usagers en font désormais partie, seules les indications du Directeur général de la CNAM, en accord avec le Ministère de la Santé et de la protection sociale, et relayées par les directeurs locaux, n'auront de valeur. Telle n'est pas notre conception de la démocratie.

Notre responsabilité est grande également en terme de solidarités envers les plus jeunes, les personnes souffrant de handicaps et les personnes âgées. Nous devons mener un travail de concertation avec les collectivités locales. De nombreux départements sont désormais gérés par la gauche. Il nous faut profiter de ce fait pour développer des politiques ambitieuses. Par ailleurs au niveau de l'Aide Médicale d'Etat, nous devons exiger que le gouvernement revienne sur sa suppression. Il est inacceptable que dans un pays comme la France, nous puissions refuser des soins aux étrangers en situation irrégulière.

Il y a urgence surtout quand la droite a aussi soigneusement creusé les inégalités en terme d'accès aux soins : déremboursement de plus en plus de médicaments, augmentation du prix des consultations... Les mesures prises par la droite sont profondément injustes. Elles ne font reposer les efforts que sur les seuls assurés sociaux, sans impliquer réellement le corps médical et les industries pharmaceutiques. Les déficits sont historiques, et le gouvernement s'en prend aux malades, les traitants d'irresponsables sur médicamentés. L'euro non remboursé est lui aussi d'une profonde injustice étant donné qu'il pénalisera les personnes les plus fragiles.

Tout cela, alors que nous constatons depuis plusieurs années maintenant, une augmentation des comportements à risque chez les jeunes : rapports non protégés, consultations de moins en moins fréquentes de spécialistes...

Le MJS doit être un acteur central des politiques de prévention à destination des jeunes

En matière d'avortement, de contraception, et de sexualités, il faut de toute urgence augmenter la capacité d'accueil des centres d'IVG en nombre de lits et en personnel. Il faut également rembourser intégralement tous les moyens de contraception et vendre les préservatifs masculins comme féminins au prix de revient. De l'école primaire au lycée, nous devons mettre en place un enseignement obligatoire à la sexualité, à la diversité sexuelle et à la contraception (30h/an minimum), assuré par les personnels éducatifs et de santé et/ou des associations qui ont l'agrément de l'Education nationale. Et puis nous devons aussi porter

ces combats au niveau européen afin que plus aucun pays de l'Union ne puisse rendre l'avortement illégal... Mais des réformes sont aussi à assumer au niveau de l'offre de soins en général, en veillant à une implantation équitable sur le territoire, notamment par le biais de maisons médicales en milieu rural. Cette équité doit également passer par un encouragement aux médecins qui s'installent dans les campagnes. Au niveau des hôpitaux, ceux-ci manquent cruellement de moyens, et leur bon fonctionnement ne repose que sur le dévouement du personnel soignant trop peu nombreux. Les Agences Régionales de l'Hospitalisation n'ont pas les moyens de répondre correctement aux nombreux besoins.

La prévention des drogues

Enfin en termes de préventions relatives aux drogues, l'État de droit, l'humanité doivent être nos maîtres mots. Cet été, Jean Pierre Raffarin a rendu public le plan quinquennal d'action du gouvernement en matière d'alcool, tabac & toxicomanies. Après deux années d'indécision, aucune avancée réelle n'est proposée, seule est maintenue une exigence morale : tolérance zéro pour les usagers. À trop faire l'autruche, ce gouvernement oublie que les Français ne sont pas aveugles : cette politique est inefficace, très coûteuse pour notre système judiciaire et complètement irrationnelle. Tous les experts le reconnaissent.

Car aujourd'hui on ne peut constater que l'échec des politiques répressives de la France qui n'ont pas fait diminuer les consommations et l'accès aux produits interdits. Pire, la théorie de l'escalade est une fumisterie avérée depuis longtemps qui a occulté d'autres problèmes. La politique de réduction des risques concernant ces usages peine à exister, tout comme la reconfiguration de l'action publique : il faut que le MJS s'engage lui aussi sur des campagne d'information et milite pour qu'une réelle politique de prévention — avec les moyens qui vont avec — existent dans la jeunesse. À tort ou à raison, il est devenu évident que le respect de la loi en matière de drogues est un problème public conséquent, en particulier en ce qui concerne le cannabis. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la loi de 1970 ainsi la dépénalisation de la consommation et de l'usage de toutes les drogues.

Ce produit, consommé par des millions de Français de tous âges, fait l'objet d'une hypocrisie malveillante qui installe malaise chez les uns, échecs chez les autres et une perte d'argent pour les services juridiques, éducatifs et sanitaires du pays. Il s'agit d'un fait de société qui pousse des populations de plus en plus jeunes à recourir à la vente et à d'autres menus trafics pour couvrir une demande croissante. Personne ne peut plus ignorer que la conséquence directe de la massification de la consommation et de l'inefficacité de la loi de 1970 est le développement d'une société parallèle, vivant et s'organisant pour l'essentiel autour du marché du cannabis.

C'est toute une génération que l'on envoie droit dans le mur en lui faisant miroiter dès le plus jeune âge argent facile grâce au trafic et en la détournant dans le même temps de la voie d'émancipation la plus efficace à long terme : l'École. Deux jeunesses en découlent : l'une répondant à des règles mafieuses sclérosantes, l'autre répondant à des règles Républicaines protectrices.

Se prétendre en dehors de cette réalité, c'est être complice de l'émergence d'une société parallèle qui détruit la cohésion nationale de l'intérieur de par les concepts qu'elle porte en elle : mafia, délinquance, insécurité, ghetto ...

3. Pour un développement rural et solidaire

a. Favoriser l'installation durable des jeunes agriculteurs

Aujourd'hui, le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être en capacité de porter des revendications permettant de faire face à cette entrave à l'installation des jeunes.

La négociation de gré à gré des fonds agricoles remet en cause les mécanismes traditionnels d'intervention, favorables aux jeunes agriculteurs. L'orientation libérale du projet se concrétise dans cette croyance **aux vertus autorégulatrices du marché**. Cette négociation porte atteinte à **la politique de structures**, accompagnant et consolidant l'installation des jeunes. Les **SAFER** sont exclues des baux cessibles, alors qu'elles permettaient de maîtriser le foncier. Le coût de l'installation risque d'exploser. Le

fonds agricole est une entrave aux repreneurs les plus modestes, aux premiers rangs desquels figurent les jeunes agriculteurs. Il favorise les fermiers qui vendent. Les propriétaires peuvent augmenter leurs fermages. **Pour le repreneur, les capitaux à mobiliser seront trop importants.** Le piège se referme sur les jeunes agriculteurs. Le fonds agricole peut alors être qualifié de « **machine à geler** » l'exploitation. Cette définition s'applique, tout particulièrement, aux jeunes agriculteurs. Le fonds est à vendre d'un seul tenant. Le jeune n'aura pas d'autre choix que de faire face à ce coût. Il hypothèque ses chances de pouvoir adapter son exploitation, sauf à vendre le matériel qu'il vient d'obtenir. Il sera condamné à poursuivre dans la voie de son prédécesseur. Le fonds se prête mal à l'exigence mondialisée de mutation et d'adaptation de l'exploitation.

L'urgence à agir commande une réforme ambitieuse de la politique en matière de structures. Les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural restent l'outil incontournable, via leur droit de préemption sur les terres mises en vente. Par un élargissement de leurs structures décisionnelles à la société civile, elles peuvent devenir d'ambitieuses structures de démocratie participative dans les campagnes. Elles permettront d'accompagner l'installation des jeunes agriculteurs, par la facilitation de l'accès à une terre dont l'activité serait intégrée à un projet global de développement rural.

b. Vers l'Allocation Autonomie Jeunes Agriculteurs

De par le poids de la contrainte financière à l'installation, nous assistons à une pénétration de capitaux extérieurs à l'activité agricole. Cette financiarisation de l'agriculture renforcera les dépendances de l'agriculteur au point d'encourager la concentration, la réduction du nombre d'exploitations et son corollaire d'utilisation massive de salariés agricoles, main d'œuvre corvéable à souhait. La financiarisation de l'agriculture nous conduira à ces 150 000 entreprises, encouragée par la fin de la politique des structures. La liberté commandait de supprimer le droit de préemption des SAFER, pour les baux cessibles. L'intervention des Commissions Départementales d'Orientation Agricole a été refusée. Sans politique de contrôles, le foncier s'enfonce dans la spéculation ; les loyers flambent. Comment trouver les fonds pour s'installer ? Les jeunes socialistes peuvent faire entendre leur voix.

L'aide aux jeunes agriculteurs doit être une revendication du Mouvement des Jeunes Socialistes. Prenant appui sur la modulation des aides agricoles, une allocation autonomie doit pouvoir se structurer dans l'accompagnement d'une démarche agricole qualitative. Regroupées sous la forme d'une bourse à l'installation, les aides des collectivités locales peuvent s'y agréger et renforcer l'efficacité de la démarche. **En conditionnant l'allocation Autonomie Jeunes Agriculteurs à une contractualisation qualitative, nous disposerons d'un dispositif évitant toute captation de capitaux à des fins productivistes.**

Pour autant, la France ne pourra pas faire l'économie d'une réforme de son mode d'application des Droits à Paiement Unique, dans l'optique de l'alternative de 2007. Nous devons corriger les dévers inacceptables des références historiques qui fondent l'attribution des aides, enregistrant les inégalités initiales de répartition. Puisque la nouvelle Politique Agricole Commune nous impose la conditionnalité des aides au respect des démarches qualitatives et rend possible la modulation, il est possible de redonner espoir, en intégrant notre dispositif d'Allocation Autonomie Jeunes Agriculteurs au système même de la nouvelle PAC. A terme, plus qualitative et plus respectueuse de l'exigence internationale d'exception alimentaire, **l'agriculture sera moins dévoreuse de capitaux à des seules fins productivistes. Elle échappera aux revendications libérales de suppression des aides à la production, par l'Organisation Mondiale du Commerce.**

4. Pour un socialisme de transformation

Dès l'origine, le socialisme s'est construit sur le terrain économique et social. Pour nous, l'un ne va pas sans l'autre. Il ne sert à rien d'encourager une réussite économique si elle ne s'accompagne pas d'un progrès social. Il ne sert à rien non plus de croire en un illusoire progrès social sans croissance économique, car notre objectif n'est pas de partager la pénurie.

Pour construire une société plus juste et plus égalitaire, les socialistes n'ont pas manqué d'imagination.

Ils ont donc d'abord inventé le socialisme municipal, certes historiquement usé, mais qui permet encore aujourd'hui d'ouvrir des services économiques dans des communes rurales en particulier, en cas de carence de l'initiative privée.

Ensuite, nous avons investi nos efforts sur les structures de production : les coopératives, les SCOP, les sociétés d'économie mixte sont à notre actif. Sur cette question, nous devons, nous jeunes socialistes, nous interroger sur la place de l'État dans notre système économique. Deux sujets sont aujourd'hui épineux : les entreprises publiques, et les services publics industriels et commerciaux. Sur ces deux questions, notre analyse est la même. Tout d'abord, l'État français ne peut pas vivre en dilapidant son patrimoine, comme le fait notre gouvernement avec la privatisation des autoroutes. Si l'État français a des participations dans des entreprises dont l'activité n'a pas de lien avec le service public, son objectif ne peut pas être soit de céder ses parts, soit de faire du profit. Il doit veiller à la bonne santé de l'entreprise et de ses salariés. Pour autant, nous restons clairs sur un point : ce n'est pas le rôle de l'État d'assurer des activités économiques pures, dès lors que des opérateurs privés existent. Sur les entreprises publiques ou privées ayant une mission de service public, il est essentiel que l'État fasse deux choses distincts : il doit tout à la fois verrouiller au maximum l'exercice de la mission de service public, pour assurer la qualité du service aux usagers, et offrir des protections plus fortes pour les personnels de ces entreprises.

Forger une alternative face au capitalisme

De plus, nous avons investi des pans entiers de l'économie que nous avons réglementé. Ainsi, le mutualisme et ses principes devront être protégés contre l'appétit des assureurs purement privés. Enfin, nous devons promouvoir ce que Jacques Delors appelait le tiers secteur. En effet, que l'on parle d'économie sociale, solidaire, de commerce équitable, on sent bien que pour nous socialistes, il est essentiel de distinguer au sein même de l'économie de marché ce qui ne peut relever d'elle (éducation, santé, eau, énergie, biens publics mondiaux), ce qui relève d'un secteur socialement protégé (association intermédiaires d'insertions, circuits économiques protégés socialement, prix contrôlés ...) et ce qui relève du secteur concurrentiel. En outre, le secteur concurrentiel lui-même n'échappe pas à notre réflexion, en mettant en avant deux principes :

Le premier principe qui doit primer sur l'économie, c'est celui de la responsabilité. Ainsi, à l'image de ce que sait faire la Commission Européenne, la responsabilité des acteurs économiques et de combattre les concentrations abusives, qui défavoriserait et les salariés et les consommateurs.

Surtout, ce principe de responsabilité nous permet d'introduire plusieurs leviers politiques puissants : le principe du pollueur-payeur permet de faire assumer à chaque producteur le fait que son activité a des conséquences pour le présent et le futur. Sur la même base, l'aide publique doit de plus en plus être conditionnée au respect de normes, de règles juridiques ou éthiques. Ses aides devront être remboursées en cas de manquement à ses obligations sociales.

Le second principe, c'est la justice et l'éthique sociales. Que penser d'un gouvernement qui se défausse sur la bravoure de parlementaires pour réformer l'ISF, pour soi-disant faire cesser la fuite des « capitaines d'industrie » vers les beaux quartiers de Londres ou de Bruxelles. Quelle société peut accepter que les grands patrons se paient des protections particulières pour leur départ, stock options, primes de départ, ou tout autre émoluments de ce type, à coups de millions d'Euros ? À un moment donné, face aux salaires des ouvriers ou des employés, cette indécence doit elle perdurer. Nous ne le pensons pas, et nous proposons tout simplement de plafonner certains types de revenus. Il y a un salaire minimum, il peut très bien y avoir un salaire maximum.

En clair, nous prôtons que la puissance publique s'occupe de garantir la justice sociale, non seulement pour protéger les plus faibles, mais encore pour ramener à la raison les responsables de pratiques économiques et financières choquantes provoquant l'actuelle crise sociale. Soulignons que cette dernière se caractérise par une incertitude érigée comme norme. Cette anxiété ainsi généralisée répond à tous les maux de la société : chômage de masse, précarité, accroissement des inégalités dont certaines deviennent parfois incommensurables...

Ces injustices sont d'autant plus inacceptables qu'elles touchent tous les domaines de la société et génèrent des divisions entre ceux qui possèdent ou qui disposent d'un pouvoir d'accessibilité et ceux qui désespèrent et se résignent face à un système inhumain. Ces inégalités vont jusqu'à bafouer la dignité humaine lorsque la misère sociale ne trouve plus comme écho que l'indifférence ou le rejet. Le conservatisme libéral de la droite ferme les yeux et empêche les vecteurs d'égalité comme l'éducation, ou de progrès comme la

recherche, de fonctionner et de venir à bout des différentes discriminations. Face à cette crise, l'individualisme, proclamé comme règle, devient un principe d'autodéfense.

D. Le Pacte républicain

Face à l'individualisme et à la perte de repères nécessaires au vivre ensemble, il nous semble vital pour la République une mise en place d'un service citoyen.

Gardons le meilleur et proposons donc quelque chose de plus utile que l'armée. Un service citoyen pourrait s'entendre comme un service rendu à la société par une aide intergénérationnelle (encadrement scolaire, aide aux personnes âgées) ou par une aide aux services publics comme l'entretien ou l'aménagement du territoire. Le service citoyen devrait s'adresser à l'ensemble des jeunes âgés de 18 ans (ou pouvoir s'effectuer en plusieurs étapes suivant le cursus scolaire) L'objectif doit être de permettre une mixité sociale et de prendre conscience de sa place dans la société. Cette expérience sociale devrait aussi pouvoir intervenir de façon individualisée selon le parcours de chacun.

I. Culture

a. La culture au service du vivre ensemble

Souvent décrite comme le théâtre de scènes tragiques, dramatiques, et dangereuses, la banlieue est aussi un formidable lieu où jeunes et moins jeunes s'initient dans des projets à caractères socioculturels. Ils s'impliquent ainsi dans la vie citoyenne de leur ville. Cependant, force est de constater que le domaine de la culture manque toujours cruellement de moyens. **Des centres socioculturels ferment, les budgets des associations diminuent laissant ainsi une partie des jeunes squatter dans les rues et livrés à eux-mêmes. Pourtant, les dynamiques culturelles contribuent à la construction de la part la plus intime de chaque individu ainsi qu'au façonnement de son être social... En ce sens, toute politique culturelle a pour but de créer non seulement du lien social, mais aussi de l'identité. C'est un formidable outil pour la promotion du vivre ensemble, qui doit favoriser la mixité sociale. C'est pourquoi la culture sous toutes ses formes ne doit pas être réservée à une élite, mais bien être accessible à tous. Elle doit donc faire l'objet d'une réelle volonté politique et financière qui permette à tout un chacun de se construire en tant qu'individu.**

b. Le P2P, vers une révolution culturelle

L'utilisation de plus en plus importante des réseaux d'échange de fichiers de pair à pair (P2P) depuis 1999 constitue un phénomène majeur de l'Internet qui touche particulièrement la jeunesse mais plus seulement. Ces réseaux facilitent considérablement la mise en commun et le partage de ressources numérisées de toute nature (fichiers textes, audio, vidéo et logiciels) entre plusieurs individus sans transiter par un serveur central. Leur accessibilité par le grand public et leur utilisation à des fins d'échange d'œuvres photographiques, musicales et cinématographiques contrefaites présente certes une certaine menace pour les auteurs, les artistes et l'industrie culturelle, c'est pour cela qu'une réponse politique doit être trouvée. C'est le débat le plus controversé. C'est également le plus difficile à trancher. D'un côté, nul ne conteste que la quasi-totalité des fichiers téléchargés en peer to peer sont protégés par le droit d'auteur – autrement dit piratés. Grâce au P2P, des millions d'internautes ont goûté au plaisir de télécharger gratuitement la musique qu'ils veulent, au moment où ils le veulent, presque instantanément. Les majors oublient également que les réseaux peer to peer abritent aujourd'hui la plus grande bibliothèque musicale du monde (ce n'est pas encore vrai pour le cinéma), fréquentée en grande partie par des passionnés de musique dotés de catalogue musicaux impressionnants.

Au delà d'être un formidable outil de découverte culturelle, le peer to peer développe une mentalité d'échange et de partage... L'accès direct au répertoire des utilisateurs, une fonction proposée par la plupart des logiciels, permet de repérer facilement les goûts musicaux des autres et d'entrer en contact avec eux. Certains utilisateurs sélectionnent soigneusement les titres qu'ils décident d'offrir en partage. (un nouveau militantisme culturel)

L'enjeu est ici d'en finir avec l'hypocrisie : **le téléchargement de musique sur Internet est devenu un outil majeur de distribution des oeuvres musicales. Plutôt que de poursuivre en justice ses utilisateurs, nous nous devons de proposer de repenser le système de droits afin de permettre à la fois aux auteurs et aux internautes de trouver leur compte.** Dans le sens de l'appel lancé « P2P, nous sommes tous des pirates. » Nous ne devons certes pas bafouer les droits d'auteur mais également défendre les droits des consommateurs. C'est pourquoi le MJS doit se saisir de ces questions qui touchent plus de huit millions de français. Dans un premier temps nous devons lutter contre la répression excessive dans ce domaine mais également penser à des solutions alternatives au tout répressif. Dans ce sens nous proposons la création d'un secrétariat national aux questions d'Internet pour ouvrir enfin un réel débat sur le sujet dans notre organisation et l'organisation d'une convention nationale sur cette question avec les acteurs du réseau (ADAMI, SACEM, association d'utilisateur du P2P...). Précisons ici que le P2P est toléré en Espagne, au Canada et en Russie.

Nous pourrions proposer un contrat de licence de gestion collective étendu ou une redevance (comme pour la TV) voir une option dans l'abonnement Internet, qui permettrait de légaliser le téléchargement de la musique via le P2P et de rémunérer les artistes pour leur création. Une taxe sur les fournisseurs d'accès qui profite de cet engouement pour le téléchargement est également envisageable. Le téléchargement illégal de logiciel ou de jeu resterait hors de cette proposition. Un montant, qui reste à définir, serait perçu en suivant le mécanisme de la taxe sur les CD vierges déjà existante par exemple... Nous devons défendre le droit des artistes à être rémunéré pour leur création. C'est primordial. Cette redevance pourrait également prendre la forme d'une option payante "droits d'auteurs" à l'abonnement Internet donnant le droit d'échange de musique.

Plus largement le MJS doit s'interroger sur la place des artistes, sur l'avenir des droits d'auteurs pour que les artistes puissent vivre de leur création, et sur la garantie de la diversité culturelle dans l'industrie musicale de demain.

Nous devons également défendre une accessibilité à Internet sur tout le territoire en développant le parc informatique en accès libre dans tous les services publics ouverts aux usagers. (Education, Poste...). La fracture numérique doit être franchie.

2. Le vivre ensemble contre le communautarisme et les discriminations

Nous l'avons vu, l'objectif de la droite est clair : façonner à coup de mesures réactionnaires une jeunesse docile habituée à la précarité qui se transformera plus tard en salarié(e)s corvéables à souhait. Mais au-delà de son insécurité sociale, la perte de confiance d'une partie de la jeunesse dans un véritable projet de vivre ensemble doit nous inquiéter.

Dans un monde où la Loi du plus fort et le chacun pour soi sont érigés en modèle, le ministre de l'Intérieur préfère faire des mosquées les nouveaux "*lieux de lumière*" de nos quartiers plutôt que d'assumer la mission républicaine d'éducation et d'émancipation par l'école ce qui revient à pousser directement la jeunesse dans les bras des moins progressistes et des moins républicains... Face au désengagement de l'État, le Gouvernement propose des mesures qui ne sont que des « sparadraps sur une jambe de bois » : discrimination positive, quotas. Or il suffit de regarder outre-Atlantique pour savoir que si certaines « minorités visibles » ont désormais leur pourcentage attribué à Yale ou à Harvard, la majorité des autres a pour lot de consolation la violence des gangs et des ghettos. **Jamais des pourcentages ne remplaceront des politiques volontaristes pour l'emploi, l'éducation, le logement ou la mixité sociale.**

La gauche doit se doter d'un programme ambitieux et réfléchi qui ne soit pas une course de vitesse avec la droite mais bien la poursuite d'un idéal. Nous devons être à l'avant-garde des réflexions et

propositions en matière de violence, d'immigration ou de lutte contre les ghettos. Et s'attaquer à ces problèmes ce n'est pas faire le jeu de la droite, bien au contraire, c'est faire la démonstration que sur ces sujets il existe des solutions socialistes et ambitieuses, en phase avec les aspirations du pays et réalistes. Car nous ne pouvons nous résoudre à ce que pour beaucoup de jeunes, la violence, le racisme ou le communautarisme soient perçus comme des fatalités.

En stigmatisant tour à tour les jeunes puis les immigrés, le ministre de l'Intérieur met une fois de plus en péril nos principes républicains en dénonçant des peurs qu'il contribue lui-même à susciter.

Il a d'abord fait le choix, toute le monde s'en souvient, de criminaliser la jeunesse en appelant à nettoyer au karcher « ces jeunes qui ne travaillent pas grâce à l'argent de la drogue », comme si tout les jeunes étaient forcément des délinquants et des dangereux chômeurs. Mais il ne s'est pas contenté de choisir la voie du tout répressif pour changer le visage de nos quartiers, il l'a aussi emprunté pour régler le sort des immigrés en situation irrégulière en adoptant une stratégie désormais bien connue qui consiste à « faire du chiffre » dans le nombre d'expulsions auxquelles la France procède chaque année et qui conduit trop souvent les administrations et la justice à ne plus respecter l'État de droit. Si les expulsions litigieuses et/ou illégales ne datent pas d'hier, il est vrai, elles sont depuis plusieurs mois en augmentation constante. Pour preuve, les arrestations qui ont suivi certaines expulsions d'immeubles insalubres ces derniers jours ou l'expulsion programmée cet été d'une jeune malienne promise à l'excision dès son retour au Mali ou plus récemment encore celle évitée de justesse de Guy Effeye, lycéen sans-papiers, père depuis quatre semaines.

La mobilisation en faveur de Guy Effeye a obligé le gouvernement à lui délivrer un titre de séjour d'un an, preuve s'il en fallait encore une que notre jeunesse est bien porteuse de valeurs de solidarité et de justice sociale. Mais la dignité humaine et les droits de l'homme paraissent bien loin des préoccupations du ministre de l'Intérieur qui déclarait ainsi après l'annonce de la libération de Guy que la suspension de l'arrêté d'expulsion du territoire pour le jeune lycéen n'était pour lui qu'une "deuxième chance pour passer son bac", comprendre, dans un an, direction le Cameroun... Cette belle mobilisation démontre une fois de plus que **notre jeunesse est bien porteuse de valeurs de solidarité et de fraternité**. Le même constat pouvait déjà s'établir au moment du mouvement lycéen de l'an passé pour l'égalité des chances : ceux qui ne voyaient dans les "jeunes de banlieue" pris comme un tout uniforme que de dangereux casseurs au pire, ou des consuméristes égoïstes au mieux, devraient revoir leur copie...

Face au chacun pour soi des individualistes et au chacun chez soi des communautaristes, les jeunes cherchent une voie qui leur dessine un avenir où il ne faut pas éliminer son voisin pour réussir soi-même. Nous jeunes socialistes devons mobiliser une jeunesse profondément attachée à notre modèle républicain. Dans ces batailles, nous devons en permanence nous référer à nos valeurs : pour la justice, contre l'ultralibéralisme, pour l'égalité, la solidarité, la laïcité, le féminisme, l'antiracisme etc.

Plus qu'afficher de grandes théories sur l'égalité, nous proposons concrètement des avancées afin que le vivre ensemble soit une réalité pour tous et toutes.

a. Nos valeurs : la lutte contre le sexisme, le racisme et l'homophobie

Contrairement à ce que beaucoup croient, le féminisme, ça n'est pas que se battre mollement pour la parité. Nous voulons par exemple que la question des violences faites aux femmes soit au cœur de notre combat. Selon les chiffres publiés par le rapport de l'Enquête Nationale ENVEFF, en juin 2002, près d'une femme sur dix a déclaré avoir subi des violences, verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles de la part de son conjoint ou ex-conjoint. Nous devons réagir, et militer dans nos fédérations pour que les pouvoirs publics se saisissent de ce sujet, avec fermeté et volonté.

Il faut systématiser, lors des interventions de police l'éloignement du conjoint violent plutôt que le placement de la victime et des enfants en foyer sans oublier pour autant la nécessité de renforcer les structures d'accueil ainsi que les hébergements d'urgences. D'autre part, nous devons obtenir qu'enfin une femme qui porte plainte pour violence ou agression ne s'entende plus dire qu'elle « l'a bien cherché » ou qu'elle « aurait provoqué »... Les policiers doivent être formés à ces situations de grande détresse et les victimes doivent pouvoir bénéficier d'un réel soutien et suivi psychologique.

Mais la violence c'est aussi la banalisation des comportements sexistes, en particulier chez les plus jeunes. D'ailleurs le fait qu'aujourd'hui certains revendiquent le droit à la non-mixité est bien la preuve que dans trop de quartiers la situation est devenue invivable. Il n'est plus admissible, qu'en France, en 2005, certaines filles se fassent insulter parce qu'elles sortent dans leur quartier habillées de façon trop « sexy » ou que d'autres soient tuées pour avoir refusé les avances d'un garçon.

Le recours à une législation renforcée paraît nécessaire pour la protection de tous les citoyens. Nous revendiquons de la même manière une loi antisexiste et anti-gay-lesbo-bi-transphobe, sur le modèle de la loi antiraciste de 1972.

De plus nous souhaitons constitutionaliser le principe de l'égalité de tous les citoyens sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle et d'identité de genre (notamment reconnaissance des transexuel(le)s.), autoriser le mariage et réfléchir à de nouvelles formes de parentalité, améliorer le pacte civil de solidarité (PaCS). Le PaCS ne doit pas être un mariage *bis* ou *au rabais*, qui justifierait qu'on n'ouvrirait pas le mariage aux couples de même sexe. Au contraire, son originalité (en particulier sa souplesse en matière de conclusion, de gestion et de dissolution) et sa modernité l'ont fait aujourd'hui adopter par de nombreux couples, de même sexe ou de sexes différents, qui y voient une véritable alternative au mariage.

Mais nous savons que même quand la loi existe elle n'est pas toujours respectée, il suffit de penser aux inégalités de salaires entre les hommes et les femmes (27 % d'écart entre hommes et femmes à qualification, ancienneté et compétences égales), mais aussi inégalités dans les responsabilités puisque les femmes restent encore majoritairement cantonnées dans des emplois requérant de soit disantes qualités « féminines » (fonctions administratives ou de communication) et demeurent à l'écart de certains postes à responsabilité (et qui sont accessoirement mieux payés !). Ainsi, plus on s'élève dans la hiérarchie des salaires, plus l'inégalité entre les hommes et les femmes est forte, alors même que les niveaux de qualification n'ont cessé de se rapprocher... Quand on sait qu'il n'y a que 7 % de femmes qui sont « cadres supérieures » contre 93 % d'hommes ça laisse songeur... Mais le plus inquiétant est certainement les conséquences de ces inégalités. En effet, si les femmes n'ont toujours pas de salaires égaux à ceux des hommes, elles sont aussi plus nombreuses à occuper un emploi à temps partiel, puisqu'il concerne une femme active sur trois contre seulement 5,5 % des hommes ! Ces chiffres sont d'autant plus critiques que le sous-emploi ou le temps partiel sont la plupart du temps des situations subies par les femmes. Ce constat n'est pas qu'alarmant en terme de choix face au travail, il l'est surtout en terme de conditions de vie, car les femmes sont également les premières à occuper des emplois précaires (contrats à durée déterminée, stages ou emplois aidés), et les premières victimes du chômage. Triste est de constater qu'il faille au XXI^e siècle des lois pour faire respecter une certaine « égalité » entre les femmes et les hommes dans la vie politique de notre démocratie.

Nous n'admettons pas cependant le principe qui nie l'égalité réelle par la discrimination. **Il est du devoir des socialistes de se battre pour l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes** et pour toute autre avancée significative plutôt que de s'enfermer dans le piège de la discrimination positive. La parité pour être assumée doit être accompagnée d'une évolution du mode de pensée ; **militons pour changer les mœurs !**

Quant à la lutte contre les discriminations raciales, elle aussi pâti d'un manque flagrant de volonté des institutions policières et judiciaires de faire appliquer notre législation. Aujourd'hui ce sont les citoyens qui doivent eux-mêmes « tester » entreprises, agences immobilières ou boîtes de nuit pour faire appliquer leurs droits. Et quand bien même le délit est prouvé, la lenteur de la justice sur cette question ne fait que décourager les victimes demandant réparations. De plus, les violences policières à caractère raciste ne cessent de croître. Maltraitance lors d'interpellation, insulte raciale, toute cette violence ne doit plus avoir lieu. C'est pourquoi, nous demandons à ce qu'il y ait une véritable formation sur ces questions là au sein même des écoles de police. Au-delà de la formation des policiers, l'État doit s'assurer que les policiers auteurs de bavures soient sanctionnés. C'est pourquoi, la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS) doit avoir les moyens de fonctionner. Depuis sa création, elle a montré par son activité que l'État reste vigilant face aux actes inacceptables de certains policiers. Aujourd'hui, les coupes budgétaires dont elle est victime risquent de la transformer en faire-valoir ses pouvoirs publics. Nous demandons donc que cette commission ait les moyens de fonctionner.

b. Une jeunesse citoyenne

La priorité du MJS ? La jeunesse !! Alors à nous d'être proche des jeunes, à nous de montrer ce qui nous différencie de nos aînés, et enfin, à nous d'oser innover dans nos pratiques militantes.

Nous ne pensons pas que ce sont les relations entre le Peuple et la politique qui se sont désagrégées, nous pensons plutôt qu'il s'agit aujourd'hui de refaire de la politique. Retrouver le sens véritable de l'engagement et parvenir à le faire partager, donner à chacun la chance de pouvoir participer à la vie politique...autant de pistes pour retrouver la motivation citoyenne devant vaincre les peurs et les fascinations qui poussent vers une irrationalité individualiste. Nous devons donc militer pour toujours plus de démocratie participative, et affirmer davantage la nécessité de la pratique politique, et partisane, comme sur les campus aux côtés des syndicats et assoc'.

Pour répondre à certaines visions de la situation politique actuelle et de l'état de notre pays, nous pensons en effet qu'une réforme des institutions est nécessaire, mais cela ne doit pas occulter que tout changement ou rénovation doit s'accompagner de nouvelles pratiques politiques. Nous devons replacer l'éthique politique au centre de nos préoccupations et dans le même temps militer pour une responsabilité citoyenne partagée entre tous les acteurs de la démocratie. La pédagogie et le courage politique alliés à une responsabilisation du citoyen doivent nous permettre de construire un projet commun. Pour surmonter les crises politiques et sociales que nous traversons nous devons militer pour une « volonté générale ».

Pour nous, c'est 2007

Nous sommes issus d'une génération qui a toujours connu la gauche au pouvoir, et si depuis trois ans nous découvrons une droite hégémonique, nous ne devons pas oublier les conditions particulières de son arrivée au pouvoir. Si nous ne nous montrons pas capable d'entraîner notre camp vers la victoire aux prochaines élections alors que les Français expriment tous les jours leur ras-le-bol face à la politique de casse sociale du Gouvernement, alors la droite gagnera une légitimité retrouvée... Et elle n'aura plus de limite alors pour réaliser ses rêves de retour à l'ordre et d'injustice exacerbée. Nous voyons bien d'ailleurs comme elle aborde cette campagne : en jouant sur la peur de l'autre espérant glaner les voix de l'extrême droite...

Alors que dans nos propres rangs certains ont déjà renoncé à une possible victoire de la gauche en 2007 préférant affiner leurs stratégies personnelles pour... 2012, nous jeunes socialistes, refusons, par notre engagement, de faire payer à la jeunesse le prix de certaines ambitions personnelles. Pour battre la droite en 2007, nous ne pouvons donc pas préparer l'avenir autour d'un clivage entre les partisans du oui et du non, entre les tenants d'une sois disante gauche réformatrice en opposition à une gauche prétendument radicale. Cette attitude reviendrait à donner un blanc seing à Villepin et à Sarkozy. Notre priorité doit, au contraire, être la mobilisation de l'ensemble de la gauche autour d'un projet clairement antilibéral... La poursuite de l'idéal socialiste et du rassemblement de la gauche ne sont pas que des vains mots, ils sont les conditions de notre victoire en 2007. Dans ce rassemblement, le MJS doit être guidé par un objectif : être à la hauteur des espoirs de la jeunesse de ce pays en proposant des projets ambitieux, offensifs et socialistes.

CONCLUSION

Il y a urgence à répondre au désir d'engagement et de justice sociale de la jeunesse, au risque de laisser l'extrême-gauche seule s'adresser à elle. Si cette colère ne se traduit pas dans la construction d'un véritable projet politique, alors son expression n'aura été que stérile. La jeunesse a soif de croire en un idéal et de se battre pour construire un monde plus juste. Le projet socialiste doit mettre en mots et en mesures les aspirations à la justice, à la solidarité et à l'égalité que les récentes mobilisations de la jeunesse ont mis en exergue.

Pour mettre notre analyse en action, prenons un peu de recul pour revenir sur le fondement de notre engagement à tous. Le débat interne, suivi du vote des militants est utile pour déterminer quelle direction doit prendre notre organisation. À 2 ans des présidentielles et des législatives, c'est important. Pourquoi passons nous tant de temps à militer en politique alors que notre investissement est souvent mal compris par notre entourage du fait du rejet des politiques

Être jeune socialiste c'est considérer la démocratie et l'égalité comme un combat. Et chacun, nous souhaitons prendre part à cette lutte. Nous sommes conscients de notre responsabilité citoyenne. Nous en sommes animés fortement et c'est elle qui nous pousse à participer à la construction de notre avenir et celui d'une génération entière.

Être jeune socialiste c'est aussi aimer le débat. La construction d'un avenir à l'image de nos valeurs passe par le débat. C'est pour cela que les militants se retrouvent dans les réunions fédérales, pour débattre, échanger sur notre analyse de la société, sur la casse sociale de la droite, pour ébaucher des réponses aux difficultés des jeunes citoyens.

Au delà de nos fondamentaux de socialistes, retrouvons les fondamentaux de notre militantisme !

Site Internet de la motion : www.redonnonslespoir.org

ERASME

<http://erasme.blogs.com>

erasme@redonnonslespoir.org

06 63 25 57 60

GAUCHE SOCIALISTE

<http://lateteagauche.org>

gauchesocialiste@redonnonslespoir.org

06 12 84 97 91

UTOPIA

<http://www.utopia-terre.org>

utopia@redonnonslespoir.org

06 62 09 54 30

JUSTICE

<http://justicemjs.canalblog.com>

justice@redonnonslespoir.org

06 73 88 47 55

PLAN D'ACTION NATIONAL

Présenté par la Motion

« Pour un avenir à gauche, redonnons l'espoir ! »

Depuis trois ans nous subissons les attaques incessantes de la droite. En tant que jeunes socialistes, aujourd'hui, notre tâche est double : l'urgence est à la fois de mener la bataille afin de dénoncer la casse sociale systématique d'un Gouvernement ultra-libéral mais aussi de porter une alternative durable de gauche.

Les deux années qui s'ouvrent seront aussi bien entendu marquées par les campagnes présidentielles et législatives. **Pour nous, l'enjeu est simple : pour gagner en 2007, la gauche doit être capable d'entraîner la société française et donc de mobiliser la jeunesse en lui offrant un nouvel espoir.**

Le MJS doit mettre toutes ses forces dans la bataille électorale qui s'annonce en étant capable de réunir l'ensemble des forces de gauche pour réunir les conditions de la victoire des socialistes.

S'opposer à la droite

La politique de la droite doit être combattue avec force. Cela signifie bien sûr qu'il nous faudra être acteur du mouvement social, car nous ne pouvons pas nous contenter de faire du suivisme, ou, pire, instrumentaliser le mouvement social et ses acteurs selon les circonstances. Au contraire, il nous faut être capable d'offrir des perspectives politiques aux colères de la jeunesse. S'aligner sur les inquiétudes que l'on préjuge des couches sociales que l'on veut défendre, nous le disons très clairement, c'est la stratégie du renoncement, c'est abandonner notre rôle de force de proposition. Savoir écouter le sentiment de ceux pour qui nous nous battons ne doit nous servir qu'à mieux y répondre par des propositions.

Ainsi, notre mission est de proposer un débouché politique à des revendications collectives. Surtout, notre rôle n'est pas de faire ce que fait le PS en plus petit. À nos aînés les batailles pied à pied sur les projets de lois, dans les débats publics, à nous la responsabilité d'incarner l'espoir et de mettre la jeunesse en mouvement autour d'un projet ambitieux et socialiste. Politique de l'immigration, débats sur l'éducation etc., à nous d'être à l'avant-garde de ces débats de société, car nous refusons que ces questions soient le monopole de la droite. A nous aussi d'imaginer de nouvelles d'actions capables frapper l'imagination et susciter la curiosité et surtout d'entraîner la jeunesse à nos côtés.

Il faudra briser la véritable arnaque Sarkozy, qui consiste à faire croire aux Français que l'alternative au Chiraquisme se situe à l'intérieur même de sa famille politique, dans la lutte sans merci entre le fils préféré, et le mauvais fils.

Être en phase avec les aspirations de la jeunesse

Nous avons à nous ouvrir et à travailler avec les syndicats, étudiants, lycéens et professionnels, aux grands mouvements d'éducation populaire, au mouvement mutualiste, au monde associatif, sportif et culturel, et surtout être à l'écoute de la jeunesse. Ce type de rencontres a besoin d'être formalisé dans deux directions.

Tout d'abord, nous devons accueillir ces organisations dans des cadres officiels de la vie du MJS. Pour nous, les conseils nationaux, qui deviendraient alors thématiques, sont des moments propices pour nous confronter à cette réalité sociale. Mais nous souhaitons aussi fédérer l'ensemble des acteurs du mouvement social dans de grands États Généraux de la jeunesse afin de mettre en mouvement toutes ces forces seules à même d'impulser la dynamique de la victoire de la gauche en 2007. Ces rassemblements nationaux seront bien l'occasion d'impulser une réelle dynamique militante à notre organisation. Nous devons bel et bien nous mettre en campagne.

Ensuite, au niveau local, par Internet, mais aussi par des forums, nous proposons de recueillir les réactions des jeunes sur des formes de cahiers de doléances, pour écouter les messages de la jeunesse au lieu de leur asséner des argumentaires formatés. L'écoute de la souffrance, des peurs, des doutes, mais aussi des envies, des désirs, des ambitions des jeunes, est un préalable à toute réflexion en notre sein.

Cette phase de proposition doit à la fois porter nos convictions de jeunes socialistes et répondre aux aspirations de la jeunesse. Nous devons être à l'avant-garde des réflexions et propositions en matière de violence, d'immigration ou de lutte contre les ghettos. Et s'attaquer à ces problèmes ce n'est pas faire le jeu de la droite, bien au contraire, c'est faire la démonstration que sur ces sujets il existe des solutions socialistes et ambitieuses.

Un MJS en campagne pour faire gagner la gauche

Au-delà, le défi sera de mettre en mouvement le MJS pour les futures échéances électorales. Combattre, c'est l'évidence des campagnes présidentielles et législatives. Pour cela, il nous faudra oublier nos querelles internes, nous rassembler au sein du MJS, pour faire que celui-ci apparaisse devant les citoyens et l'opinion comme un lieu d'unité derrière, plus qu'un homme, un projet socialiste et ambitieux.

Le MJS doit retrouver son rôle premier de laboratoire d'idée du Parti Socialiste. Nous devons pour cela organiser des conventions nationales thématiques plus régulièrement et faire suivre celles-ci par une campagne de terrain. Nous pourrions par exemple lancer de grandes campagnes d'affichage qui déclinent notre travail thématique sous la forme : "voici ce que fait la droite/ voilà ce que nous proposons".

Nous devons également mettre en place des assises nationales de la jeunesse une fois par an. Ces assises devront être ouvertes à tous les jeunes pour permettre de combattre au mieux les problèmes de chacun.

Envisager aussi une action nationale d'un week-end par an sous forme de grand rassemblement des jeunes. C'est-à-dire d'organiser dans toutes les grandes villes de France des concerts et des débats pour faire avancer nos idées loin des réunions fermées de la rue de Solferino. Où encore faire un tour de France des socialistes. L'initiative serait mise en action grâce à un bus qui circulerait durant les deux ans (2006-2007) dans la plupart des villes de France pour expliquer notre projet aux jeunes. Ces rassemblements nationaux seront l'occasion d'impulser une réelle dynamique militante à notre organisation. Nous devons bel et bien nous mettre en campagne.

Il serait intéressant de mettre en place pendant cette période un comité de campagne national composé sur le même modèle que les commissions du congrès et qui se déclinerait au niveau local, afin que notre organisation soit la plus efficace pour mener à bien notre combat....

Un MJS qui renouvelle ses pratiques

Pour mener à bien toutes ces ambitions, nous aurons besoin d'un MJS à l'écoute de ses militants, ouvert sur le monde et avec un fonctionnement réellement démocratique.

- Cela signifie déjà de recréer les conditions d'une formation de nos militants digne de ce nom. Nous savons, que la balkanisation de notre organisation, et sa division en bataillons politiques est un frein à ce processus. En effet, il y a une suspicion, souvent justifiée, dès lors qu'un camarade d'un groupe politique se propose d'animer une formation dans une fédération où la majorité n'est pas de ce groupe politique là. Nous devons donc dépasser ce problème, en créant un pôle de formation qui représente toutes les sensibilités du MJS et qui fasse réellement vivre une formation des militants du MJS gérée par des responsables du MJS.

- Notre mouvement devra largement s'ouvrir sur l'extérieur. Le nombre de nos militants est trop faible. Nous devons mettre en oeuvre un grand plan de développement de notre mouvement. Il sera également important de mettre en oeuvre une véritable politique de soutien aux fédérations ayant moins de 5 adhérents et tout faire pour créer dans les départements qui n'en ont pas.

- De plus nous devons consulter plus souvent nos militants. Les membres du MJS ne sont consultés que lors des congrès, il faudra que nous les consultions plus régulièrement et notamment sur les grandes questions qui engagent la position officielle de notre organisation.

- Nous considérons aussi que le C.N, où toutes les fédérations sont représentées, doit être le lieu privilégié aux prises de position de notre mouvement.

Nous le voyons divisé en deux temps, un temps consacré au débat d'actualité et à la discussion des contributions, et un deuxième temps lié, nous l'avons déjà évoqué, à la formation, sur une thématique précise ouvert à ce moment-là à d'autres acteurs de la mobilisation sociale

Cela suppose évidemment d'en augmenter la fréquence.

- Les compétences des secrétaires nationaux doivent être précisées. On peut imaginer de les voir plus en lien avec les militants, avec un compte-rendu régulier de leur activité. Et, à partir de cela, développer davantage des rendez-vous de formation locaux.

- Aussi, le système actuel des permanents en même temps responsables du MJS, appartenant à la même sensibilité est choquant et doit cesser. Le MJS veillera alors à la pluralité de ses militants.

CONCLUSION

Nous avons voulu ce plan d'action conçu comme une orientation de travail et non comme un guide à suivre à tout prix en cochant les actions réalisées. Car plus que jamais, notre organisation a besoin qu'un travail collectif, partagé par tous au delà des lignes de fracture qui fragilisent notre organisation.

Car, dans notre vie interne, les groupes politiques sont utiles quand ils suscitent, incarnent des réflexions, et sont donc le moteur d'un débat interne sur le fond nécessaire et vivant. Mais ils ne doivent pas nuire au travail en commun pour animer notre mouvement. À nous tous d'y veiller, pour que le foisonnement intellectuel au MJS permette l'enrichissement de chacun, et non l'appauvrissement de l'ensemble.